

LA PÉNÉTRATION WAHHABITE EN AFRIQUE

Laurence-Aïda AMMOUR

Rapport de recherche #23

Février 2018



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR

Laurence-Aïda AMMOUR est sociologue et analyste en sécurité et défense pour l'Afrique du Nord-Ouest, associée au Centre d'études stratégiques de l'Afrique (Washington D.C.) et au Groupe d'analyse JFC-Conseil (France), et membre de la communauté du Centre des hautes études de Défense et de Sécurité (Dakar, Sénégal).

De 2000 à 2008, elle a été en poste au Collège de Défense de l'OTAN au sein de la Division Recherche à Rome. Auparavant elle a enseigné les sciences humaines à l'École normale supérieure et à l'Université de Nouakchott (Mauritanie), et la Sociologie urbaine à l'Université Marmara et Mimar Sinan à Istanbul. Elle a occupé durant cinq ans les postes de directrice de l'Observatoire urbain d'Istanbul et de chercheur à l'Institut français de recherches anatoliennes à Istanbul (Turquie).

En tant que consultante et intervenante Laurence-Aïda Ammour a publié de nombreux articles et rapports de recherche pour le laboratoire "Les Afriques dans le Monde" (Sciences-Po Bordeaux), le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (Paris), In-On-Africa (Johannesburg), le Centre Thucydide-Paris-Sorbonne, le magazine *Middle East Eye* (Londres), *IHS Jane's* (Londres), *Oxford Analytica* (Londres), the National Defense University (Washington D.C.), le Geneva Centre for Security Policy, l'Institut européen de la Méditerranée (IEMED-Barcelona), le CIDOB (Barcelone), le George Marshall Centre for European Studies (Garmish-Allemagne), le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles), The International Institute for Security Studies (Londres), le Egmont Royal Institute for International Affairs (Bruxelles), le Nordiska Afrikainstitutet (Stockholm), l'Université de Floride (Tampa), l'Institut français des relations internationales (Paris) et les Universités de Madrid et de Valence (Espagne).

Enfin, Laurence-Aïda Ammour est l'auteur de deux ouvrages :

- *Algérie terre de rencontres* (avec Lucie Pruvost), éditions Karthala, Paris, 2009,
- *Je reviendrai à Tombouctou : un chef touareg témoigne*, (avec Shindouk Ould Najim et Jean-Luc Peduzzi), éditions Ixelles, Bruxelles, 2013.

AUTHOR'S PRESENTATION

Laurence-Aïda AMMOUR is a Sociologist and Analyst in International Security and Defense Affairs for the North-West African region, and research fellow at the Africa Center for Strategic Studies (Washington D.C.) and the Groupe d'analyse JFC-Conseil (France), and member of the Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité community (Dakar, Senegal).

She is a former international staff at the NATO Defense College Research Division in Rome (2000-2008). Prior to her assignment in Rome, she taught Social Sciences at the École Normale Supérieure and the University of Nouakchott (Mauritania), and Sociology and Urban Sociology at the Marmara and Mimar Sinan Universities in Istanbul. For five years she also was the Director of the Istanbul Urban Observatory and a researcher at the French Institute for Anatolian Studies in Istanbul.

Laurence-Aïda Ammour has been collaborating as consultant, writer and speaker with "Les Afriques dans le Monde" (Institute for Political Sciences, Bordeaux), Centre Français de Recherche sur le Renseignement (Paris), In-On-Africa (Johannesburg), *Middle East Eye* (London), *IHS Jane's* (London), *Oxford Analytica-London*, The National Defense University (Washington D.C.), the Geneva Centre for Security Policy, the Institut Européen de la Méditerranée (IEMED-Barcelona), CIDOB (Barcelona), the George Marshall Centre for European Studies (Garmish-Germany), the Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (Brussels), the International Institute for Security Studies-London (*The Military Balance*), the Egmont Royal Institute for International Affairs (Brussels), the Nordiska Afrikainstitutet (Stockholm), the University of South Florida (Tampa), the Institut Français des Relations Internationales (Paris), and the Universities of Madrid and Valencia (Spain).

Laurence-Aïda Ammour is also the author of two books :

- *Algérie terre de rencontres* (with Lucie Pruvost), Karthala, Paris, 2009
- *Je reviendrai à Tombouctou : un chef touareg témoigne*, (with Shindouk Ould Najim and Jean-Luc Peduzzi), Ixelles, Brussels, 2013.

LA PÉNÉTRATION WAHHABITE EN AFRIQUE

Bien que la diffusion du wahhabisme en Afrique remonte aux années 1960, c'est l'avènement du pluralisme politique dans les années 1990 dans de nombreux États africains qui a permis à l'Arabie saoudite de renforcer son offensive idéologique sur le continent. Alliant prédication et actions sociale et humanitaire, les ONG islamiques, les organisations transnationales musulmanes et les fondations saoudiennes ont investi financièrement et idéologiquement le continent africain - souvent avec la complicité des États - pour imposer leur interprétation conservatrice de l'islam, outil par excellence de la "diplomatie religieuse" des Saoud.

Après des décennies d'une stratégie d'influence ininterrompue, le Royaume saoudien peut désormais s'appuyer sur ses relais locaux pour saper les bases des hiérarchies traditionnelles de l'islam africain, combattre les confréries soufies et bannir les pratiques religieuses ancestrales. Les nouveaux adeptes africains du wahhabisme formés dans les universités du Golfe s'opposent ouvertement aux institutions maraboutiques afin d'assujettir l'espace public aux normes spirituelles rapportées d'Arabie saoudite.

Cette lame de fond a conduit à une fragmentation doctrinale croissante de l'islam africain qui se traduit par une prolifération de groupes professant des interprétations extrêmement sélectives des principes religieux. Aujourd'hui les groupes terroristes qui sévissent au Sahel et en Afrique du Nord-Ouest profitent d'un environnement de plus en plus pétri de l'idéologie wahhabite où le conservatisme religieux s'est banalisé par des décennies d'une insidieuse pénétration doctrinaire. L'islam fondamentaliste saoudien est le terreau sur lequel sont nés et prospèrent le salafisme et le djihadisme armé qui minent les sociétés africaines et s'exportent au-delà des frontières.

EXECUTIVE SUMMARY

WAHHABISM PENETRATION IN AFRICA

While the spread of Wahhabi ideology in Africa goes back to the 1960s, the emergence of political pluralism in the 1990s in many African States represented an unprecedented opportunity for Saudi Arabia to step into the breach and reinforce its ideological offensive on the continent. By combining preaching and social and humanitarian activities, muslim charity NGOs together with transnational islamic organisations and foundations penetrated Africa financially and ideologically - largely with the complicity of local States - for the purposes of imposing their conservative vision of islam, a key-tool of the saudi "religious diplomacy."

The saudi long-term and uninterrupted influencing strategy allowed the Kingdom to rely on several local bridging actors for undermining hierarchical traditional structures, combating Sufi orders and banishing ancestral religious practices. Educated in the Gulf countries universities, the new African Wahhabi agents openly oppose the maraboutic institutions with the aim to enforce the Saudi spiritual standards within the social public space.

This tidal wave led to a growing doctrinal fragmentation of Islam in Africa that translates into a mushrooming of groups preaching extremely selective interpretations of religious principles. Nowadays, terrorist groups that continue to prevail in the Sahel and North-West Africa benefit from a favourable environment strongly fuelled by Wahhabism. They are the heirs to the religious conservatism that has gained ground through the saudi insidious doctrinal penetration. The saudi fundamentalist islam is the ground on which salafism and armed jihadism emerged and flourishes, undermining african societies and exporting overseas.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	7
1. LE WAHHABISME	8
LA RÉALISATION D'UNE SOCIÉTÉ ISLAMIQUE TRANSNATIONALE	8
UN ISLAM CONFISQUÉ ET RÉMUNÉRATEUR	10
2. ÉVOLUTION DE L'ISLAM EN AFRIQUE	12
LE REMODELAGE DU VISAGE DE L'ISLAM TRADITIONNEL	12
L'AFRICANISATION DU WAHHABISME ET LE RENOUVEAU ISLAMIQUE	13
Au Mali	13
Au Nigeria	14
Au Niger	14
En Guinée	15
3. L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE SAOUDIENNE EN AFRIQUE	16
LES VECTEURS DU WAHHABISME	16
Les ONG islamiques	16
Les organisations trans-islamiques	17
ORGANISATIONS "CHARITABLES" SAOUDIENNES ET FINANCEMENT DU TERRORISME	18
La Fondation islamique Al-Haramayn	18
L'International Islamic Relief Organization	19
La World Assembly of Muslim Youth	20
LES DOMAINES DE PRÉDILECTION DE L'INFLUENCE WAHHABITE	20
L'éducation	20
La propagande écrite, digitale et médiatique et ses relais locaux	22
CONCLUSION	23
ANNEXES	24

INTRODUCTION

Avec près de 350 millions de musulmans, l'Afrique représente un morceau de choix pour l'Arabie saoudite¹. Depuis plusieurs décennies, Riyad a entrepris de diffuser son modèle wahhabite de croyance selon le principe du *daawa wal irchad* (prosélytisme et propagation de la foi) pour contrecarrer les autres obédiences musulmanes et les pratiques populaires de l'islam présentes sur le continent : soufisme², ibadisme³, chiisme⁴, animisme, culte des saints, etc.

La montée de l'islamisme d'inspiration wahhabite est à replacer dans le contexte du déclin du nationalisme arabe et de la montée en puissance de l'Arabie saoudite. La politique pan-islamiste saoudienne en Afrique remonte aux années 1960, sous le règne du roi Fayçal. Elle visait autant à diffuser le wahhabisme qu'à contrer l'influence panarabe nationaliste que les monarchies conservatrices percevaient comme une menace. Le wahhabisme s'opposait aux courants réformistes qui ont marqué l'histoire moderne de l'Islam.

Le pèlerinage et l'immigration depuis différentes parties du monde musulman vers le Golfe, associés au développement du système bancaire islamique et à la prolifération des organismes saoudiens de bienfaisance, ont été les facteurs clés de l'expansion du wahhabisme saoudien. Le boom pétrolier a permis d'investir des fonds énormes dans la promotion de la prédication dont les fers de lance furent les prêcheurs-missionnaires wahhabites.

La pénétration wahhabite s'est renforcée dans les années 1990 au moment de l'ouverture de l'espace politique dans de nombreux États africains, permettant ainsi au wahhabisme de trouver sa légitimité en s'africanisant et de devenir un courant de l'islam politique local ayant pignon sur rue.

¹Cf. annexe.

²Soufisme : nom sous lequel sont rassemblés les groupes se rattachant au courant mystique et ascétique de l'islam, qui met l'accent sur l'expérience intérieure et la voie (*tarikât*) vers la lumière de la connaissance.

³L'ibadisme, troisième branche de l'islam, est né d'un mouvement dissident, le *kharidjisme*, au moment du schisme entre sunnites et chiïtes au VII^e siècle. En dehors du sultanat d'Oman, ne subsistent plus que de petites communautés ibadites : l'île de Djerba (Tunisie), M'Zab (Algérie), Djebel Nefoussa (Libye) et Zanzibar. Les Ibadites rassemblent aujourd'hui à peine 1 % des musulmans de la planète.

⁴Partisans d'Ali comme successeur du Prophète.

1. LE WAHHABISME

LA RÉALISATION D'UNE SOCIÉTÉ ISLAMIQUE TRANSNATIONALE

Le terme "wahhabisme" a d'abord été employé par les partisans de cette tradition pour se distinguer de leurs adversaires au XIXe siècle. Depuis le règne du roi Abd al-Aziz (1902-1953), il est récusé par les oulémas saoudiens qui préfèrent se désigner comme "salafistes". La notion de "salafisme" désigne la pratique des salaf, les pieux ancêtres dont se réclament non seulement les islamistes saoudiens, mais aussi les héritiers intellectuels de la *salafiyya* fondée à la fin du XIXe siècle par Jamal al-Din al-Afghani (1838-1897) et son disciple Muhammad Abduh (1877-1938).

Le salafisme est donc loin d'être une spécificité wahhabite. Il concerne également l'école malékite, dominante au Sahel : « *il apparaît que l'analyse des trajectoires de radicalisation au Sahel dément très largement l'idée que le djihadisme serait le prolongement du wahhabisme dans cet espace* »¹.

La famille royale, gardienne des lieux saints, se sentant investie d'une mission de purification, va entreprendre d'exporter sa conception de l'islam à travers le monde. Une mission clairement résumée dans les propos du prêcheur saoudien Abdelaziz al-Fawzan² : « *Nous voulons purifier l'Islam de ses sectes, des innovations, et de tous les mensonges que les faux prêcheurs ont apporté. Car ils détruisent l'Islam en profondeur. Le musulman est celui qui suit les actions du Prophète. Tout ce qui s'en écarte éloigne les croyants de la vraie religion* ».

Le wahhabisme n'a donc rien à voir avec la pensée panislamique du XIXe siècle qui visait à s'opposer au colonialisme européen sans renier pour autant les emprunts aux idées politiques réformatrices occidentales. Ainsi, wahhabisme et réformisme arabe s'inscrivent dans deux temps historiques différents du processus de développement de la pensée islamique.

Le réformisme arabe né au XIXe siècle regroupe ceux que l'on a appelés les "nouveaux penseurs de l'islam"³ dont le but était de rénover le discours religieux pour rénover le monde musulman alors confronté à la modernité. Ce mouvement intellectuel sera le creuset de la renaissance culturelle arabe ou *Nahda*, au moment où l'Empire ottoman est affaibli par la menace que font peser les grandes puissances européennes sur son intégrité territoriale. Les élites arabes réformistes feront une large part à la philosophie des Lumières, y compris celles issues de l'université égyptienne al-Azhar. Le mouvement s'épanouira au XXe siècle, en particulier en Égypte, en Syrie, en Irak et en Tunisie, tandis qu'en Turquie, Mustafa Kemal - dit Atatürk - imposera un régime constitutionnel laïc.

Jusqu'aux années 1970, le nationalisme arabe, sans pour autant la renier, ne fera pas une place centrale à l'identité, mais mettra l'accent sur la modernisation intellectuelle, culturelle et institutionnelle du monde arabe.

Cette renaissance s'incarnera dans des partis politiques de masse tel le nassérisme, et le Baath syrien et irakien.

La seconde moitié du XXe siècle va être marquée par l'émergence d'un "*antinationalisme arabe de nature islamique (...) dans le contexte (...) des dictatures arabes nationalistes et socialisantes qui dominent alors la scène arabe*"⁴. À partir des années 50, grâce à la montée en puissance pétrolière, financière et politique de l'Arabie saoudite, la promotion de la doctrine wahhabite deviendra indissociable de l'identité du royaume. Ce dernier a, de fait, toujours mis en avant l'unité de l'oumma musulmane et promu sa propre forme de panislamisme fondée sur l'appropriation des lieux saints que sont La Mecque et Médine. Dès 1956, le prince et futur roi Fayçal déclarait que "*l'islam (dans son acception wahhabite) devait être au centre de la politique étrangère du royaume*"⁵.

Cet anti-nationalisme sera à la base de la lutte contre le panarabisme, incarné par Gamal Abdel Nasser et son nationalisme socialisant. L'organisation des Frères musulmans - dont la naissance est contemporaine de celle du royaume saoudien - se chargera de miner idéologiquement et politiquement les régimes arabes nationalistes à commencer par le régime du Raïs égyptien. Allié de l'URSS, ce dernier ne se privait pas de critiquer ceux qu'il appelait "*les valets de l'impérialisme dans le monde arabe*" en parlant des Saoudiens. Ce sera le début de l'instrumentalisation du soi-disant "*retour du religieux*" comme outil géopolitique pour lutter contre l'extension des nouveaux nationalismes des pays du tiers-monde (...) et des idées marxistes et anti-impérialistes dans ces pays"⁶.

En 1952, Nasser chasse les Frères musulmans (*Ikhwan*) d'Égypte. Ils subiront également une répression féroce en Syrie et en Irak et trouveront asile en Arabie saoudite. La rencontre entre wahhabites et *Ikhwan* dans les années 1960 donnera naissance au puissant mouvement social du "Réveil islamique" (*al-Sahwa al-Islamiyya* ou *Sahwa*), qui bouleversera profondément la société saoudienne. L'influence des Frères musulmans au cœur du système politique saoudien conduira à politiser l'islam. La *Sahwa*, fruit de l'alliance stratégique des Saoud avec les Frères musulmans, constituera l'instrument principal de lutte contre le panarabisme.

¹Mathieu Pellerin, *Les trajectoires de radicalisation religieuse au Sahel*, Notes de l'IFRI, février 2017.

²Qui officie également dans plusieurs émissions de télévision en Arabie saoudite mais aussi en Europe.

³Rachid Benzine, *Les nouveaux penseurs de l'islam*, Albin Michel, 2008.

⁴Georges Corm, *Pensée et politique dans le monde arabe*, op. cit., p. 219.

⁵*Ibid.*, p. 218.

⁶Georges Corm, *La Nouvelle Question d'Orient*, La Découverte, 2017, p. 95.

La *Sahwa* étendra son emprise sur une génération entière de jeunes Saoudiens ainsi que sur de nombreux étudiants musulmans venus du monde entier pour suivre leur cursus dans les universités construites par le roi Fayçal. En effet, les Frères musulmans présents en nombre dans le système éducatif saoudien dès la fin des années 1950, ont joué un rôle déterminant dans le recrutement, la formation, la conversion et l'embrigadement de milliers de jeunes dans le monde, dont beaucoup ont été envoyés sur différents théâtres de crise.

C'est dans ce contexte que les Saoudiens créeront en 1962 à La Mecque un axe islamique puissant et international composé de vingt-deux pays appelé Ligue du monde islamique (LMI), prélude au projet d'islam politique à travers le monde. La LMI est membre fondateur de l'*International Supreme Council for Dawah and Relief*¹. Une grande majorité des Frères musulmans syriens, égyptiens et irakiens réfugiés en Arabie saoudite ont occupé des postes dans les bureaux des institutions internationales saoudiennes dont la Ligue est devenue le fer de lance.

*"Alors que l'Égypte et l'Arabie saoudite s'affrontaient pour imposer leur magistère moral et politique respectif sur l'ensemble du monde musulman, la Ligue nouvellement créée a reçu pour mission de contrer l'influence du régime nassérien dont la propagande était en partie dirigée contre l'Arabie saoudite. Bien que son personnel provienne en majorité de différents pays musulmans, sa direction est en grande partie sous contrôle saoudien. (...) elle a un statut d'ONG mais peut être objectivement considérée comme une structure infra-étatique saoudienne"*².

Hormis la LMI, les deux autres piliers stratégiques du royaume saoudien seront l'Organisation de la conférence islamique (OCI)³ et l'Organisation des pays arabes producteurs de pétrole (OPAEP). La machine qui se met en place grâce aux revenus de l'or noir sert surtout les intérêts des religieux saoudiens. Elle leur permet de diffuser la version saoudienne du salafisme à travers le financement, la rénovation et la prise en charge des frais de fonctionnement d'une multitude de mosquées monumentales et de complexes religieux, en particulier dans de nombreuses villes d'Afrique : Khartoum, Yaoundé, N'Djamena, Lagos, Abuja, Bamako, Nouakchott, Conakry, Accra, et Kampala.

Cet empire fait de mosquées, d'écoles coraniques, d'universités et d'hôpitaux sera possible grâce à une énorme accumulation de richesses. Il contribuera à créer un environnement favorable aux formes intolérantes de l'islam dont, quarante ans plus tard, seront porteuses les jeunes générations, aussi bien dans les pays à majorité musulmane que dans les pays

où l'islam est minoritaire, ainsi que dans les diasporas.

L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques (1979) fournira aux Saoudiens l'occasion de réveiller le djihad en sommeil depuis les années 1920 et d'envoyer à des milliers de kilomètres les Saoudiens les plus radicaux. Le Prince Sultan, alors ministre de la Défense, déclarera que tout citoyen saoudien qui partira combattre en Afghanistan contre le communisme, se verra offrir 75 % du billet d'avion par le gouvernement. *"Les djihadistes de toutes nationalités qui partent se battre en Afghanistan contre les troupes soviétiques sont alors considérés comme des "combattants de la liberté" et nullement comme une menace future pour la liberté des sociétés musulmanes ou une source potentielle d'un futur terrorisme transnational" (...) Oussama Ben Laden et ses hommes ont ainsi été longtemps considérés comme des "combattants de la liberté" ayant contribué au retrait de l'armée soviétique et ayant donc contribué de façon décisive à la victoire des États-Unis sur l'URSS dans la guerre froide"*.

L'attrait pour la cause afghane et le retrait soviétique en 1989, au moment où l'Iran est englué dans sa guerre avec l'Irak, seront autant d'éléments qui favoriseront le triomphe de l'idéologie et de la vision de l'islam saoudien. La planète se couvrira de satellites et de prêcheurs saoudiens qui envahissent les ondes. En trois décennies, l'Arabie saoudite est devenue le principal centre de diffusion du salafisme dont l'objectif est de purger la pratique religieuse de ses particularités locales et de son syncrétisme. Depuis les librairies islamiques implantées partout dans le monde - où sont diffusés les écrits des théologiens salafistes saoudiens -, jusqu'aux tenues vestimentaires importées directement de la péninsule arabique, en passant par les chaînes satellitaires d'obédience wahhabite, il ne s'agira ni plus ni moins d'une entreprise de globalisation confessionnelle, d'uniformisation de l'islam à travers l'imposition d'une conception centralisée et totalitaire de la religiosité et des pratiques islamiques. Le succès de cette propagande se traduira par le développement et l'expansion de mouvements islamistes divers et variés.

Cette lame de fond wahhabite va avoir trois conséquences majeures :

- une sur-confessionalisation de l'identité musulmane;
- l'instauration d'un conformisme intégriste croissant dans les mœurs quotidiennes de nombreuses sociétés africaines où, parallèlement, l'offre culturelle se réduira comme peau de chagrin;
- la fragmentation de l'islam en différents groupes, sous-groupes et sectes, en particulier en Afrique, se réclamant tous d'un islam des origines.

¹Conseil international d'assistance et de prédication islamique créé en 1988 par l'Arabie saoudite et placé sous l'autorité du cheikh d'al-Azhar au Caire. Cette fondation est composée de plus de cent organisations non-gouvernementales islamiques et d'organisations gouvernementales du monde entier.

²Samir Amghar, "La Ligue islamique mondiale en Europe : un instrument de défense des intérêts stratégiques saoudiens", *Critique internationale*, 2/2011, n° 51, pp. 113-127.

³Fondée en 1969 à Rabat, elle regroupe 57 États musulmans.

⁴Georges Corm, *La Nouvelle Question d'Orient, La Découverte*, 2017, pp. 36 et 73.

Les signes extérieurs de cette religiosité standardisée alimenteront la surenchère vestimentaire. Ils s'affichent aujourd'hui un peu partout à travers le "look" islamiste : barbe fine ou sauvage ; tenue afghane ou *qamis* pour marquer l'adhésion politique à l'idéologie rigoriste du jihadisme international ; foulard, *niqab* ou voile sous toutes ses variantes, en particulier intégral ; gants ; *abbaya* ; etc. Dans beaucoup de pays musulmans, ces nouveaux habits islamistes ont supplanté les habits traditionnels ainsi que la minijupe très répandue dans les pays arabes dans les années 1970¹. La standardisation va également se manifester dans l'introduction progressive d'une façon de prier salafiste (bras croisés contre bras le long du corps), dans le choix des horaires de prières, et même dans la remise en question par certaines sectes puristes de la fête traditionnelle du *Maoulid* célébrant la naissance du Prophète.

La transmission des préceptes religieux par les pères et par la filiation familiale va être déconsidérée au profit d'une éducation islamique officialisée qui produit ce que le psychanalyste Fethi Benslama nomme le "surmusulman" « amené à surenchérir sur le musulman qu'il est par la représentation d'un musulman qui doit être encore plus musulman. C'est la conduite d'un sujet en proie à des reproches de défection qu'il se fait à lui-même et au harcèlement des armées de prédicateurs qui l'accusent des pires crimes moraux et le vouent à l'enfer² ». La psychologue algérienne, Cherifa Bouatta, transpose cette notion aux femmes, qui « font preuve de surenchère pour plus d'islam, plus de religion (...) Pour l'adoption d'un islam purifié, débarrassé d'adjonctions malsaines, c'est-à-dire des rites et croyances traditionnels³ ».

UN ISLAM CONFISQUÉ ET RÉMUNÉRATEUR

C'est à La Mecque que la marque wahhabite est la plus visible. En s'arrogeant la protection des lieux saints de l'islam au XVIII^e siècle, les Saoud ont imposé leur doctrine wahhabite comme la seule autorisée à y être prêchée lors des pèlerinages qui drainent environ 2 millions de personnes.

Dès l'origine, pour les wahhabites, ni les monuments, ni les hommes ne doivent être révéérés. Selon le fondateur de cette doctrine, Ibn 'Abd al-Wahhâb, le monde musulman doit être purifié des tombes, reliques et sanctuaires qui "divinisent des êtres humains" et représentent un polythéisme déguisé. Grâce à son alliance avec les Saoud, il pourra mettre en œuvre quelques-unes de ses ambitions, en détruisant localement les monuments dédiés à des saints musulmans. La conquête de La Mecque en 1803 a en effet été le théâtre de

Cette sur-islamisation considère l'islam traditionnel syncrétique (*shirk*) comme relevant de la *djahilia* (période pré-islamique dite de l'ignorance). Les parents sont ainsi dépossédés de leur parentalité, en ce sens où « ils n'ont plus rien à apprendre à des enfants devenus savants⁴ ».

Sur le site *Islam.net* par exemple, on peut lire : "Si la personne n'a pas appris la science de la religion, il ne lui est pas suffisant que son père fut un savant ou que son grand-père fut un saint. Il est indispensable qu'elle apprenne elle aussi la science de la religion par transmission orale", sous-entendu dans une école coranique. On verra plus loin comment une partie du secteur éducatif partout en Afrique sera pris en main par les tenants du wahhabisme en dévalorisant la transmission du savoir religieux par les aînés.

Ce conservatisme islamique va peu à peu imprégner le tissu social et les mœurs par le biais de l'éducation et d'associations à but religieux. Les nouvelles élites religieuses nationales vont diffuser des normes, réviser des pratiques culturelles, et imposer des valeurs morales et sociales, sur des bases islamiques.

destructions massives de sites historiques, de mosquées et de tombeaux de saints de l'islam. Dans la grande mosquée, les édifices dévolus aux autres courants de l'islam ont pu être et simplement été détruits par les autorités saoudiennes.

La première tombe à être rasée a été celle de Zayd ibn al-Khat-tab, compagnon de Mohamed et frère du second calife Omar. La coupole de la source Zamzam, les dômes des tombes de personnages centraux du cimetière Jannatul Mu'alla (dont celles du grand-père et de la première épouse de Mohamed), ont fait place à un terrain vague. À Abwa, la tombe de la mère du Prophète a été rasée et brûlée. À Médine, le cimetière Jannatul Baqi, la mosquée al-Nabawi ou mosquée du prophète, ont été rasés entre 1806 et 1925.

¹À l'époque, en Arabie saoudite, il y avait encore des cinémas. Ils furent tous fermés en 1979 après que des fanatiques wahhabites saoudiens aient pris en otage des fidèles dans la grande mosquée de La Mecque pour protester contre la "déliquescence des mœurs". Sauvée par le GIGN français, la famille royale durcit alors le ton et interdit définitivement les salles de cinéma dans le royaume.

²Kamel Mejdoub, « Les 'surmusulmanes' ou le fondamentalisme au féminin », *El Watan*, 9 décembre 2017.

³Ibid.

⁴Kamel Mejdoub, « Les 'surmusulmanes' ou le fondamentalisme au féminin », *El Watan*, 9 décembre 2017.

La maison du Prophète et celle de ses compagnons ont subi le même sort. Depuis 1985, plus de 90 % des bâtiments historiques ont disparu.

En 2014, les portiques ottomans d'enceinte de la Kaaba ont été démontés, sous prétexte de réaliser l'extension de la grande mosquée de La Mecque, alors que la maison de l'oncle de Mohamed, Hamza, avait déjà cédé la place à un hôtel, et que la maison de Khadidja, première épouse du Prophète, avait été remplacée par des toilettes publiques.

En plus des démolitions, on assiste à une véritable "dysneylandisation" de La Mecque : sur l'emplacement de la maison d'Abou Bakr, premier calife de l'islam, on trouve à présent un hôtel Hilton et un Burger King. À la forteresse Al-Ajyad, citadelle ottomane datant de 1780 pour protéger la ville sainte et ses sanctuaires, s'est substitué un hôtel ultramoderne abritant un centre commercial de cinq étages.

Le plus surprenant c'est qu'aucun État musulman, même ceux qui sont membres de l'Organisation de coopération islamique - dont l'une des missions est la préservation des lieux saints de l'Islam -, aucune population musulmane ne s'est jamais insurgée contre cette dévastation¹. Ce mutisme ressemble fort à une légitimation religieuse et politique de la suprématie saoudienne sur un patrimoine appartenant pourtant à la communauté des croyants (*oumma*).

À l'instar des destructions menées par Ibn 'Abd al-Wahhâb, d'autres disciples contemporains du wahhabisme ont anéanti le patrimoine sacré et culturel, islamique, préislamique ou antique : les Talibans afghans ont détruit les bouddhas de Bâmiyân (2001) ; Ansar-eddine a mis à terre plusieurs mausolées de Tombouctou (2012) ; en Libye, les milices salafistes ont rasé des sanctuaires soufis et des mosquées abritant des saints (2011-2012) ; et l'unité spéciale de Daech s'en est pris

par deux fois au site antique de Palmyre. Comme le dit très justement l'écrivain algérien Kamel Daoud, si "*Daech a une mère : l'invasion de l'Irak, (...) il a aussi un père : l'Arabie saoudite et son industrie idéologique*"².

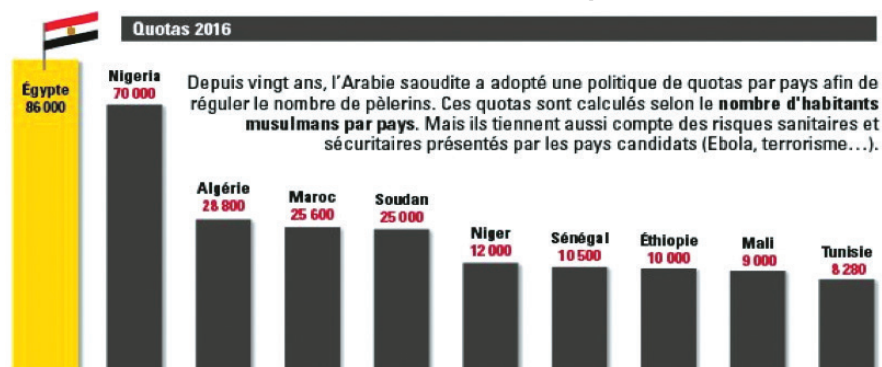
En s'appropriant les lieux saints, l'Arabie saoudite s'arroge le pouvoir de les contrôler étroitement. Le ministère saoudien du *Hadj* traite avec tous les États et les agences de voyages agréées, pour organiser le pèlerinage annuel (*Hadj*). Il fixe les quotas, accrédite les agences de voyages étrangères ainsi que les guides locaux qui s'occupent des pèlerins selon leur région d'origine. Pour le royaume wahhabite, le pèlerinage est la seconde source de revenus après le pétrole. En 2012, il a rapporté 16 milliards de dollars.

Les flux du pèlerinage explosent dans les années 1960-70 avec la généralisation de l'avion. La demande est telle qu'en 1987, l'Arabie saoudite décide d'imposer, avec l'aval de l'OIC, un système de quotas.

Depuis lors, les pays musulmans ne sont autorisés à envoyer chaque année qu'un millier de pèlerins par million de croyants. En raison de la croissance démographique particulièrement forte dans la plupart de ces pays, cette restriction ne freine pas l'augmentation continue du nombre de pèlerins.

Ils étaient un peu plus d'un million à venir de l'étranger en 1995, contre 1,8 million en 2010. En 2012, le nombre total de pèlerins présents à La Mecque dépassait pour la première fois les 3 millions³. En 2013, l'Arabie saoudite a encore réduit de 20 % le quota annuel de pèlerins étrangers autorisés et de 50 % celui des Saoudiens.

Évolution de l'Islam en Afrique



(source : Jeune Afrique)

¹Seule la Turquie a officiellement protesté lorsque les portiques ottomans ont été démontés.

²Kamel Daoud, "L'Arabie saoudite, un Daech qui a réussi", *Le Temps*, 24 novembre 2015.

³Sylvia Chiffolleau, "Le pèlerinage à La Mecque : une industrie sous contrôle", *La Vie des idées*, 29 avril 2014.

2. ÉVOLUTION DE L'ISLAM EN AFRIQUE

L'Afrique et le monde arabe entretiennent des relations pluriséculaires dont l'islam et le commerce ont été les principaux vecteurs. La traversée du Sahara permettait aux pèlerins de se connecter aux centres religieux maghrébins tels les universités Al-Azhar (Le Caire)¹, Al-Quaraouiyine (Fès)², ou Zeytouna (Tunis)³, spécialisées dans l'étude de la théologie et des sciences juridiques et considérées comme les centres de référence pour la diffusion du savoir islamique au sein de l'espace d'échanges de l'Afrique du Nord-Ouest. Des générations entières de jeunes Africains ont franchi le Sahara pour acquérir la science coranique afin de devenir des arabisants reconnus, situation très prisée dans la région soudano-sahélienne (Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, Nord-Nigeria, etc.). Au XIVe siècle, Tombouctou y envoyait déjà des étudiants.

L'Afrique est l'une des grandes terres des ordres soufis depuis le XVe siècle. Avec la montée en puissance de la confrérie maghrébine Tidjaniya⁴ en Afrique du Nord-Ouest,

les pèlerins pouvaient combiner le pèlerinage (*Haq*) et la visite du tombeau du Cheikh Ahmed Tidjani enterré à Fès.

Les grands groupes de commerçants africains ont aussi été des acteurs majeurs de la diffusion de l'islam sur le continent : Mourides, Haoussas, Dioulas, M'zabites, etc. En détournant les flux commerciaux vers l'Atlantique, la colonisation européenne a eu pour conséquence un affaiblissement des liens afro-arabes, mais non leur totale disparition.

Au-delà de son aspect strictement spirituel, le pèlerinage a toujours été un lieu de socialisation communautaire, d'échanges et de commerce international. C'est l'occasion de faire de fructueuses affaires puisqu'il coïncide avec la tenue de la grande foire annuelle. Aujourd'hui encore, l'économie et les affaires contribuent à l'intensification des échanges commerciaux entre Arabes et non-Arabes⁵. Il permet aussi une intense propagande saoudienne, dont le discours du roi constitue le point d'orgue.

LE REMODELAGE DU VISAGE DE L'ISLAM TRADITIONNEL

Le wahhabisme a commencé à s'établir en Afrique de l'Ouest dès les années 1930 et s'est implanté plus massivement au tournant de 1950, notamment par le biais des pèlerins de La Mecque. L'émergence du wahhabisme correspond à une période de migration et d'urbanisation d'après guerre qui conduit les riches entrepreneurs à embrasser son idéologie hostile aux pratiques maraboutiques et émancipées des contraintes sociales traditionnelles.

D'une part, les grands commerçants, déjà influents de par leur position économique, reviennent du pèlerinage avec un statut plus prestigieux, mais sont aussi nourris des idées wahhabites. D'autre part, les jeunes qui ont étudié dans les universités saoudiennes, contestent l'authenticité de la pratique traditionnelle de l'islam qu'ils jugent être une exploitation de la crédulité des fidèles par les marabouts.

Ces nouveaux adeptes du wahhabisme souhaitent un "retour aux sources": ils bannissent l'utilisation du chapelet, critiquent les pratiques maraboutiques qu'ils qualifient de charlatanisme et d'associationnisme, refusent de célébrer la naissance du Prophète et l'affiliation aux chefs spirituels. Ils contestent l'islam traditionnel africain. La tension monte avec les confréries soufies à partir des années 70-80. À cette période, des générations de diplômés de l'enseignement arabe formés dans les

universités du Golfe entrent en concurrence avec les institutions maraboutiques traditionnelles, pour imposer dans l'espace public africain les normes spirituelles rapportées d'Arabie saoudite.

Jusqu'alors, le marabout était le pivot de la vie musulmane. Tout se rattachait à sa personne. Rien ne se faisait sans son autorisation. Désormais c'est la mosquée et ses annexes qui deviennent le centre de la vie communautaire musulmane. Des groupes religieux nouveaux s'organisent, se structurent et s'équipent avec tout ce que la technique moderne leur offre. Dès lors, c'est à partir de la mosquée que tous les besoins personnels, familiaux et communautaires sont pris en compte. Rien d'étonnant alors à ce que les mosquées prolifèrent comme signes de cette nouvelle religiosité.

La conception conservatrice de l'islam qui était il y a quelques décennies l'apanage quasiment exclusif des wahhabites, s'est amplement banalisée dans les sociétés et les communautés musulmanes africaines. En outre, si le mouvement wahhabite a pris ancrage dans le paysage religieux africain, certaines de ses idées ont été diffusées et récupérées par des musulmans qui ne se revendiquent pas forcément directement wahhabisme, mais s'en inspirent largement.

¹Fondée en 973 au Caire à proximité de la mosquée d'al-Azhar.

²Fondée en 859.

³Fondée en 737, c'est la plus vieille université du monde.

⁴La confrérie Tijaniya a été fondée par l'Algérien cheikh Ahmad al-Tijani (1737-1815) dans la région de Mostaghanem.

Elle est bien implantée au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

⁵Adama Hamadou, "Pèlerinage musulman et stratégies d'accumulation au Cameroun", *Afrique contemporaine*, 3/2009, n° 231, pp. 119-138.

L'AFRICANISATION DU WAHHABISME ET LE RENOUVEAU ISLAMIQUE

À partir des années 1990, l'islam africain subit une fragmentation doctrinale croissante qui a inévitablement une incidence sur les actions des militants islamiques sur le terrain. Cette hétérogénéité s'illustre dans la prolifération de groupes professant des interprétations extrêmement sélectives des principes religieux, réalisant des adaptations locales particulières, et présentant une pauvre cohérence idéologique.

En milieu urbain, on note une multiplication d'associations ou d'organisations musulmanes dont les leaders ont pour objectif de "répandre l'islam", de parfaire les connaissances religieuses des croyants, et de leur inculquer une nouvelle manière d'être musulman.

Ces recompositions religieuses sont à replacer dans le contexte de libéralisation et d'ouverture politique qui a suivi l'effondrement des États autoritaires en Afrique au tournant des années 1990. La crise de ces régimes puis les processus de transition ont donné aux acteurs religieux une visibilité et une influence politique grandissantes. La question religieuse est devenue partout en Afrique un élément des luttes politiques locales. La fin du parti unique a ouvert la voie à l'émergence de nouveaux acteurs politico-religieux qui sont venus concurrencer des mouvements implantés depuis longtemps, notamment les ordres soufis. Ce phénomène a conduit à la pluralisation de l'offre confessionnelle : expansion des courants évangéliques et pentecôtistes pour le christianisme, courants réformistes pour l'islam. Les acteurs religieux ont cherché à occuper l'espace public à travers des discours, des revendications, des initiatives, des mobilisations. Cette diversification s'est accompagnée d'une éclosion d'associations para-religieuses et d'ONG confessionnelles, de radios et de télévisions religieuses. L'entrée en politique de nouveaux leaders aussi bien chrétiens que musulmans n'a fait que renforcer les situations de compétition et d'émulation religieuse¹.

La révolution iranienne a aussi offert à cette nouvelle forme d'islam politique une visibilité internationale et suscité une certaine fascination dans les milieux musulmans. Transposée sur le continent africain, la rivalité irano-saoudienne s'est exacerbée d'année en année dans la mesure où le chiisme gagne du terrain tant sur le plan politique - à travers les communautés chiites libanaises et le Hezbollah implanté en Afrique - que religieux avec un nombre toujours plus grand de conversions.

L'invention d'un "arc chiite" en 2004 par le roi de Jordanie va conforter les Saoudiens dans l'instrumentalisation de ce clivage religieux pour avancer leurs pions partout dans le monde et justifier plus tard leur interventionnisme militaire, en particulier au Yémen², "*occultant ainsi les véritables enjeux profanes de la rivalité entre les deux puissances régionales que sont l'Arabie saoudite et l'Iran*"³.

Sur le terrain, après les mesures d'ajustement structurel imposées par le FMI, les carences des États vont être comblées par l'activisme social croissant des acteurs religieux, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les nouveaux complexes islamiques vont intégrer non seulement des mosquées et des écoles coraniques, mais aussi des centres de santé. Ainsi naît un véritable espace public religieux où s'élaborent à la fois des stratégies de prosélytisme et des plans d'action pour améliorer le quotidien des populations. "*Ce que ces élites religieuses cherchent à conquérir est moins l'État au sens régalien du terme que l'État-providence. La dimension de cette conquête demeure plus sociale que politique*"⁴.

Au Mali, l'Association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam (AMUPI) qui voit le jour en 1980, fera des émules dans les années 1990 lors de la promulgation de l'État démocratique. On assiste à l'éclosion d'associations islamiques, puis à la création en 2002 du Haut conseil islamique du Mali (HCIM) - actuellement présidé par l'imam salafiste Mahmoud Dicko - et composé de la plupart des associations de défense des madrasa (écoles coraniques).

En 1981, ces écoles accueillent 36,62 % des enfants en âge de suivre l'école primaire, et en 1987, entre un quart et un tiers des élèves. Entre 2002 et 2009, le nombre des madrasa est passé de 840 à 1 631. Entre 2001 et 2009, le nombre d'enfants inscrits en premier cycle en madrasa passe de 121 657 à 240 579. En 2009, 60 % des enfants du premier cycle étaient scolarisés en école publique, 18 % dans les écoles communautaires, 12 % dans les madrasa, enfin 10 % dans les écoles privées non confessionnelles⁵.

Au Mali, bien que la Constitution interdise formellement toute interférence entre l'État et le religieux, les associations musulmanes se sont accaparées l'espace politique et ont

¹Mayrargue Cédric, "Pluralisation et compétition religieuses en Afrique subsaharienne. Pour une étude comparée des logiques sociales et politiques du Christianisme et de l'Islam", *Revue internationale de politique comparée*, 1/2009, vol. 16, pp. 83-98.

²Dans une interview au *Washington Post* en 2004, le roi Abdallah II de Jordanie est le premier à parler d'un « arc chiite ». Craignant l'avènement d'un gouvernement à majorité chiite en Irak qui favoriserait la création d'un « croissant » régional comprenant l'Irak, l'Irak, la Syrie et le Liban, il affirme que l'équilibre traditionnel entre chiites et sunnites en serait affecté, et que cette rupture se traduirait « par de nouveaux problèmes qui ne seraient pas limités aux frontières de l'Irak ». Pour lui l'Irak, unique pays chiite, a tout intérêt à voir émerger une république islamique d'Irak sur le modèle iranien.

³Georges Corm, *La Nouvelle Question d'Orient, La Découverte*, 2017, p. 85.

⁴Mayke Kaag et Maud Saint-Lary, "Nouvelles visibilités de la religion dans l'arène du développement", *Bulletin de l'APAD*, n° 33, 2011.

⁵Ministère de l'Éducation de base, de l'Alphabétisation et des Langues nationales du Mali, *Annuaire national des statistiques scolaires de l'enseignement fondamental 2002-2003 et 2008-2009, Gouvernement du Mali*.

su imposer leurs idées face à un gouvernement faible qui a abandonné des régions entières au sous-développement. C'est pourtant justement le principe de laïcité et de garantie constitutionnelle d'une pluralité religieuse qui a permis aux leaders religieux de s'exprimer librement. "Face à l'échec du développement, l'acquisition d'un savoir religieux permet de se repositionner spirituellement et socialement. Cette résurgence, qui accompagne la montée d'un islam politique à une échelle dépassant le seul cas du Mali, s'inscrit dans un contexte où l'accès à l'information, comme la mobilité des personnes et des biens, renforce le sentiment d'appartenance à l'oumma, où le savoir enseigné, constamment en circulation, joue un rôle de ciment".

Les débats autour du Code de la famille malien illustrent de manière flagrante l'enjeu social et politique que constitue l'islam. La bataille pour un Code d'inspiration salafiste a été menée par les partisans des madrasa qui useront de leurs nombreux contacts dans les pays du Golfe². Le HCIM parviendra à obtenir le retrait de la "version progressiste" du Code de la famille adoptée par le parlement malien : toutes les dispositions jugées contraires aux règles de l'islam seront rejetées pour être remplacées par des amendements fondés sur la tradition islamique, comme, par exemple, l'abaissement de l'âge légal de mariage pour les femmes de dix-huit à seize ans, ou l'élargissement de la célébration du mariage aux responsables religieux.

Aujourd'hui, le Mali ne compte pas moins de 106 associations islamiques, dont l'AMUPI, la Ligue des imams (LIMAMA), la Ligue des prédicateurs, l'Union nationale des femmes musulmanes (UNAFEM), et l'Association malienne des jeunes musulmans (AMJM). Dans la ville de Bamako, le nombre de mosquées est passé de 41 en 1960 à plus de 200 en 1985. Aujourd'hui, faute de chiffres précis, on peut estimer que ce nombre a au moins doublé³.

Au Nigeria, immédiatement après l'indépendance, le califat de Sokoto a bénéficié de l'aide financière du royaume saoudien. Les relations entre le Nigeria et l'Arabie saoudite se sont ensuite renforcées dans les années 1950-1960 lorsque Ahmadou Bello - dont l'arrière grand-père a lui-même été calife de Sokoto - a été promu *Sardauna* de Sokoto (zone de gouvernement local de l'État de Taraba). Il occupera même le poste de vice-président de la Ligue Islamique Mondiale. Grâce à sa connaissance de l'arabe et à ses connexions saoudiennes, son associé, Aboubakar Goumi, jouera le rôle d'intermédiaire entre les musulmans du Nigeria et l'*establishment* religieux saoudien. Ses liens sont avérés par le financement qu'il a reçu du *Dar al-Ifta*, une institution religieuse dirigée par Ibn-Baz, Grand Mufti d'Arabie saoudite.

L'anti-soufisme nigérian a d'abord été le fait d'activistes politiques de la confrérie Ahmaddiya⁴, puis du mouvement Izala (nord du Nigeria) d'Aboubakar Goumi. Fondé en 1978 dans la ville de Jos, ce mouvement s'est rapidement popularisé dans le nord du pays. Critique féroce des pratiques soufies considérées comme hérétiques et des autorités maraboutiques, il a attiré de nombreux jeunes éduqués du Nord dont l'apprentissage religieux n'était pas passé par les canaux soufis⁵. Une fois nommé *Grand Qadi* (juge), Goumi est devenu une figure centrale de l'interprétation de la *charia* (loi islamique). Les autorités saoudiennes lui ont même attribué le prix international du Roi Fahd.

Sa disparition en 1992 n'a pas pour autant signifié la fin de la doctrine salafiste. À Kano et dans ses environs, celle-ci est si prégnante que la majorité de la population se définit elle-même comme izaliste. Bien que le salafisme izaliste soit de souche locale, il n'est plus l'apanage du Nord. Il s'est étendu au sud du Nigeria et dans la ville de Lagos par le biais des wahhabites d'inspiration saoudienne, en la personne de cheikh Aminouddin Aboubakar, un ancien Frère musulman, converti au wahhabisme⁶. À tel point qu'en février 2011, Ousama Ben Laden a désigné le Nigeria nation de la prochaine révolution islamique.

À l'instar de ses voisins sahéliens, **le Niger** connaît un fort mouvement de réislamisation qui s'est accéléré ces vingt dernières années contre les marabouts et les confréries soufies (Tijaniya et Qadiriyya bien implantée dans la région de l'Air).

La première grande mosquée construite avec des fonds saoudiens est pourtant inaugurée à Niamey en 1965 avec l'aval du gouvernement de l'époque. L'idée de l'université islamique de Say est lancée par le président nigérian lui-même lors d'une visite du roi Fayçal d'Arabie saoudite en 1973. Le projet est repris par le nouveau président nigérian Seyni Kountché (1974-1987) qui offre un terrain de 900 hectares à Say. L'essentiel du financement est assuré par le Fonds islamique de solidarité, rattaché à l'Organisation de coopération islamique. Ouverte en novembre 1986, cette université a pour but de devenir une place forte de l'islam et de l'enseignement de l'arabe dans la région et de former des *oulémas* à destination de l'Afrique de l'Ouest. Priorité est donnée à la Faculté de la *charia* et des études islamiques qui compte environ 1 200 étudiants originaires de 20 pays et où la majorité des enseignants est envoyée par des ONG islamiques.

Alors que depuis l'indépendance le monopole des relations entre l'État et les ONG islamiques transnationales était aux

¹Bouhleb Hardy Ferdaous, "Les médersas du Mali : réforme, insertion et transnationalisation du savoir islamique", *Politique étrangère*, n° 4, hiver 2010, pp. 819-830.

²Boubacar Haidara, *Les formes d'articulation de l'islam et de la politique au Mali*, Thèse de doctorat en géographie humaine, Laboratoire Les Afriques dans le monde, Unité mixte de recherche 5 115 CNRS/Sciences Po Bordeaux, Université Bordeaux-Montaigne, 18 décembre 2015.

³Alain Fontaine, *Les tendances actuelles de la pénétration de l'islam en Afrique subsaharienne*, Traversées, 2004.

⁴Confrérie fondée en 1889 par Hadrat Mirza Ghulam Ahmad en Inde.

⁵Voir International Crisis Group, "Northern Nigeria : Background to Conflict", *Africa Report*, n° 168, 20 décembre 2010.

⁶Tore Refslund Hamming, *Diffusion of Islamic Discourse : Saudi and Iranian Influence in Lagos and Cape Town*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, thèse de Master, mars 2014.

ains de l'Association islamique du Niger (AIN), la période de libéralisation de l'espace politique et associatif qui a suivi l'instauration du multipartisme a offert à de nouveaux acteurs un espace de contestation des autorités religieuses traditionnelles et des structures islamiques nigériennes.

La percée wahhabite au Niger commence dans les années 1980 sous l'influence du mouvement izala d'origine nigérienne de Cheikh Aboubakar Goumi, par le biais des commerçants et étudiants de Maradi. À la faveur de l'ouverture politique, les Izalistes nigériens créent leur propre association, Adini-islam, qui accède à des financements du Golfe en utilisant les réseaux izalas nigériens et en sollicitant des Nigériens ayant étudié ou commercé dans les pays arabes. Ces soutiens se concrétisent par l'envoi de professeurs-missionnaires et d'ouvrages, par des bourses d'enseignement et des fonds pour la construction d'écoles ou de mosquées propres au mouvement izala. Pour élargir son audience, le mouvement crée aussi sa radio privée, *Bonferey*, et gagne des disciples, notamment dans les centres urbains¹.

Les tensions qui voient le jour dans les années 1990 entre Izalistes et Tijaniya tiennent à l'agressivité des premiers qui ne cessent de vilipender les rituels soufis et de mettre en cause l'ordre inégalitaire consolidé par les notables religieux traditionnels. Les tijanes répliquent en incendiant des mosquées wahhabites et les d'affrontements violents se succèdent.

En Guinée, le phénomène wahhabite s'est renforcé dans les années 1990 par l'intermédiaire de jeunes Guinéens venus des écoles et universités arabes où ils ont appris la langue et se targuent d'une meilleure connaissance du Coran. L'émergence de ces nouveaux acteurs religieux a peu à peu conduit à un conflit de générations avec les érudits soufis traditionnels.

L'État guinéen a laissé prospérer les petits groupes radicaux dans la zone reculée de peuplement peul. Du coup, les tensions entre wahhabites et confréries sont particulièrement vivaces dans le Fouta-Djalon. Dans la ville de Labé, elles durent depuis une vingtaine d'années. En 2014, elles ont conduit à la destruction de la mosquée wahhabite dite "Tata 1", dans le quartier Donghol, laquelle était financée par une organisation islamique koweïtienne, via une association guinéenne, contre l'avis de la Ligue islamique officielle contrôlée par les Tidjanes. Elle abritait également une école coranique accueillant environ 300 élèves et avait été prise en main par Diallo Al-Hamdou, un imam wahhabite auto-proclamé, ancien infirmier de profession, converti en 1999. Ayant décidé d'investir un autre quartier pour leurs prières, les fidèles

wahhabites en ont été délogés par la police et contraints de cesser leur activité considérée comme illégale.

Avec un système d'enseignement public défaillant, n'offrant aucun débouché professionnel, le wahhabisme attire de nombreux jeunes démunis pour lesquels il représente une forme de contestation de l'ordre établi. Chez les Peuls du Fouta-Djalon - comme chez certains Touaregs - cet ordre basé sur le système de castes bloque toute opportunité de mobilité sociale. Ce que craignent ces nobles tidjanis, c'est que le wahhabisme ne mette à bas leurs privilèges ancestraux et ne brise le statu quo. À titre d'exemple, la famille d'Al-Hadj Badourou Bah, chef des Tidjanes, règne véritablement sur la ville de Labé : il est l'imam de la grande mosquée de Labé tandis que son frère est gouverneur de la ville².

¹Sylvain Touati, *L'islam et les ONG islamiques au Niger, Les carnets du CAP, janvier 2011.*

²Christophe Châtelot, "En Guinée, la percée wahhabite bouleverse les équilibres religieux", *Le Monde*, 22 septembre 2017.

3. L'OFFENSIVE IDÉOLOGIQUE SAOUDIENNE EN AFRIQUE

L'Arabie saoudite a su profiter de la libéralisation économique et de l'instauration du pluralisme politique des années 1990 pour s'engouffrer dans la brèche et renforcer son offensive idéologique en Afrique. De plus, la popularité de la révolution iranienne et son hégémonie croissante sur les formes militantes de l'islam mondial sont pour les Saoudiens une menace à leur leadership islamique. Le nassérisme et le nationalisme arabe étant depuis longtemps moribonds, l'Arabie saoudite craint que le chiisme conquérant ne la supplante et n'ébranle les fondements même de son existence.

La Ligue islamique mondiale entreprend alors *"de soutenir financièrement des islamismes concurrents de celui de l'Iran, et conciliants à l'égard de la monarchie, bien que très critiques envers les régimes de leurs propres pays (par exemple, le Front islamique du salut en Algérie). C'est ainsi qu'elle a financé – sous la bienveillance américaine – les activités des combattants du jihâd en Afghanistan. Malgré des désaccords internes relatifs à la question du rapport au détenteur de l'autorité légitime, régime saoudien et islamiste trouvaient leur compte dans le maintien d'un consensus. Pour le premier, financer des activités islamistes contestataires dans le monde tout en interdisant tout militantisme islamique sur son territoire était un moyen d'assurer sa stabilité. Pour les seconds, le soutien saoudien offrait l'assurance de bénéficier de subsides importants pour financer leurs activités. Cette pax islamica entre l'Arabie saoudite et les partisans de l'islam politique a éclaté en août 1990, lors de l'invasion du Koweït par les troupes irakiennes. Cette rupture a été la conséquence de la fatwa du Conseil des grands oulémas, sous l'autorité du grand mufti Ibn Bâz, en faveur de l'installation de troupes non musulmanes en Arabie Saoudite"*.

Le désaveu de l'opinion arabe et les critiques adressées à la monarchie saoudienne pour son rôle dans la première guerre du Golfe, ont incité les responsables de la Ligue à redéfinir les objectifs et la politique de l'organisation. Par ses différentes activités religieuses, la Ligue a tenté d'accompagner une réorientation islamique dans un cadre pro-saoudien. Elle a encadré la demande d'islam par son offre religieuse, en développant partout où se trouvaient des musulmans, des réseaux de mosquées dotées d'imams et de prédicateurs qui lui étaient fidèles et soumis. Il s'agissait pour les Saoudiens de "ré-islamiser" et de "moraliser" les sociétés musulmanes, sous prétexte que les musulmans de nombreux pays africains, pratiquant leur Islam national empreint de coutumes locales, (ce que Fanny Colonna a appelé "l'islam des gens"²), n'est pas en conformité avec l'interprétation stricte et littérale qu'en font les wahhabites. L'objectif était pour les Saoud de freiner et contrecarrer la concurrence internationale de nombreux acteurs transnationaux comme les ordres soufis, les grandes universités islamiques nord-africaines, le *Tabligh*³, les Frères musulmans, l'Iran, ou encore "l'islam des consulats" (Algérie, Maroc, Turquie).

C'est dans ce contexte hautement compétitif que le royaume saoudien va lancer ses ONG à l'assaut du continent africain.

LES VECTEURS DU WAHHABISME

Les ONG islamiques

Pour une plus grande efficacité, l'Arabie saoudite allie prédication et action sociale voire humanitaire (*da'wah* et *ighâtha*). C'est suite au Congrès de la prédication islamique tenu au Caire en mars 1988, qu'est créé le Conseil supérieur islamique pour l'Appel et le Secours (*al-majlis al-islâmî li al-da'wah wa al-ighâtha*). L'activité de ce Conseil est placée sous l'égide de la Ligue islamique mondiale (LMI), outil par excellence de la "diplomatie religieuse" des Saoud⁴.

Aux côtés des agences publiques d'aide, il existe toute une myriade d'ONG qui, à des degrés divers, se sont investies dans des actions humanitaires à l'étranger. Dans un pays aussi peu transparent que l'Arabie saoudite, où les princes se compte par centaines, il est quasiment impossible de connaître le nombre exact de ces entités. De même, il est difficile d'apprécier le statut privé d'organismes qui entretiennent souvent des liens étroits avec le pouvoir, à défaut de bénéficier pleine-

¹Samir Amghar, "La Ligue islamique mondiale en Europe : un instrument de défense des intérêts stratégiques saoudiens", *Critique internationale*, 2/2011, n° 51, pp. 113-127.

²Anthropologue algéro-française, qui a travaillé sur les pratiques quotidiennes locales des croyants et sur l'Islam populaire. Voir Jean-Pierre Van Staël et Fanny Colonna, "Entretien avec Fanny Colonna sur la question du changement religieux en montagne, dans *l'Algérie des XIXe et XXe siècle : retour sur l'ouvrage Les versets de l'invincibilité, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*", 135, juillet 2014.

³Né en Inde à la fin des années 1920, le *Tabligh* est un mouvement missionnaire basé sur des pratiques itinérantes de prédication.

⁴Bakari Sambé, *Vers une zone d'influence wahhabite en Afrique ?*, sans date.

ment de la liberté d'association dans une monarchie de droit divin.

La présence d'ONG islamiques en Afrique s'est renforcée à partir des années 1970, suivant ainsi l'évolution générale des autres ONG internationales. Hormis les ONG locales (souvent confrériques), les ONG islamiques opérant au niveau national sont souvent soutenues par des organisations transnationales musulmanes.

Selon une étude datant de 2002, en 1980, sur 1 854 ONG présentes sur le continent africain, 7,4 % sont islamiques. Ce chiffre est passé à 5 896 en 2000 (soit une augmentation de 310 %), dont 15,1 % d'ONG islamiques¹. Pour les ONG islamiques, *"le processus d'islamisation, ou plus précisément de ré-islamisation, requiert des organisations ou des associations de personnel dédié qui par leur exemple et leurs activités ont pour but de lutter (djihad) contre la corruption et pour la justice sociale. Les ONG islamiques dont l'objectif est de répandre les valeurs de l'Islam et de les transmettre, ainsi que d'encourager la conversion des non-musulmans, montrent que l'Islam est une alternative à l'échec du modèle occidental de développement"*².

De nombreuses fondations ont aussi vu le jour. Certaines ne sont pas opérationnelles et se contentent de financer des partenaires dans les pays en développement : soit des structures déjà existantes, soit des ONG créées de toutes pièces comme l'IRRC (*Islamic Reformation and Research Centre*), lancé en 1972 au Ghana par la Dar al-Ifta, l'institution dirigée par Ibn-Baz, Grand mufti saoudien. D'autres disposent en revanche de bureaux à l'étranger et y envoient des expatriés. Établie à Riyad, la fondation *Ibrahim bin Abdulaziz al-Ibrahim* a ainsi été enregistrée au Kenya avec un statut d'ONG en 1992. De même, la société islamique *al-Huda*, a pris pied au Ghana sous la forme d'une association locale, légalisée en 1991.

Les ONG saoudiennes ne visent d'ailleurs pas à tant à convertir les chrétiens, les animistes, ou les athées que de mener une action prosélyte envers les "mauvais" musulmans pour les orienter vers les enseignements rigoristes du wahhabisme. De ce point de vue, les pays africains à forte majorité musulmane et ceux où les communautés musulmanes sont minoritaires, font figure de terres de mission où la propagation d'un modèle fondamentaliste va intrinsèquement de pair avec la diffusion de la langue arabe³.

Ainsi, du fait de sa proximité géographique, la côte swahili et musulmane de l'Afrique de l'Est a attiré les humanitaires wahhabites, de la Somalie jusqu'au Mozambique en passant

par la Tanzanie et le Kenya. Les petits pays et les États faibles de la région, en particulier, ont été l'objet d'un soutien appuyé car leur vulnérabilité offrait de vastes opportunités aux prédicateurs. Il en va aussi des Comores, qui comptent seulement un demi-million d'habitants et où le directeur de la fondation de la "Construction" (al-Imar), Abdallah al-Marzouki, a par exemple inauguré en octobre 2002 le Centre Aboubakar Assoudik à Itsandra au nord de Moroni.

Les organisations trans-islamiques

Certaines de ces ONG utilisent l'activisme religieux pour accéder à des ressources financières mises à disposition par des organisations trans-islamiques comme la Banque islamique de développement (BID) ou encore l'Organisation de la conférence islamique (OCI) créée en 1969 et devenue Organisation de la coopération islamique en 2011. L'OIC s'est dotée à cette fin d'institutions spécialisées et, pour la plupart, basées à Djeddah, avec un "UNESCO islamique" (*Islamic Educational, Scientific and Cultural Organization*), une banque de développement (*Islamic Development Bank*), une fondation pour la science (*Islamic Foundation for Science, Technology and Development*), un fonds de solidarité (*Islamic Solidarity Fund*) et une agence de presse (*International Islamic News Agency*). Pourvue d'une branche humanitaire appelée al-Ber, l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane, ou WAMY (*World Assembly of Muslim Youth*), a quant à elle été établie à Djeddah en 1972 afin d'éduquer et d'organiser la jeunesse suivant les préceptes de l'islam saoudien.

La Ligue islamique mondiale (LIM) permet à l'Arabie saoudite de mener une stratégie d'influence identitaire (arabe) et confessionnelle (wahhabite), avec pour objectif le renforcement de la mainmise idéologique du royaume saoudien sur le plan international⁴. Cette volonté d'emprise explique la présence de la Ligue dans près de 120 pays. Dans l'esprit de ses fondateurs, sa mission est d'affirmer l'hégémonie saoudienne sur l'islam, considéré comme une ressource stratégique, autrement dit comme un avantage décisif dont l'État saoudien peut se prévaloir dans ses relations internationales.

L'offensive religieuse de la LIM se double d'activités sociales et éducatives. En cela, elle puise dans le modèle d'action des missionnaires chrétiens contre lesquels les premières associations musulmanes tentaient de lutter durant la période coloniale. Mais elle *"puise (aussi) en partie dans l'héritage doctrinal des Frères musulmans. L'influence de ces derniers s'observe jusque dans les activités organisées par les mosquées contrôlées par la Ligue, qui, à l'instar de celles liées aux Frères musulmans, ne sont pas uniquement dédiées au culte et ne possèdent pas qu'une*

¹Mohamed Salih, *Islamic NGOs in Africa : The Promise and Peril of Islamic Voluntarism, Occasional Paper, Centre of African Studies, University of Copenhagen, 2002.*

²*ibid.*

³*Observatoire de l'action humanitaire : Présentation du mouvement humanitaire en Arabie saoudite.*

⁴*La Ligue est aussi membre observateur de l'Unicef et de l'Unesco.*

salle de prière, mais aussi des salles de classe et des bibliothèques : 'Nous essayons par nos différentes activités, pas uniquement religieuses mais également culturelles, intellectuelles, sociales, de faire émerger l'être islamique. Nous organisons des cours de soutien, des conférences pour aider le musulman européen à comprendre que l'islam est un système global. On est musulman tous les jours et pas seulement pendant le mois de ramadan ou pendant ses prières'. Au cours de ces conférences, où l'on n'aborde pas que les questions de pratique religieuse, les prédicateurs de la Ligue dissertent sur la capacité de l'islam à enrayer les problèmes de délinquance ou sur la nécessité de participer activement à la société (...). Comme les Frères musulmans, les cadres de la Ligue estiment que l'islam est à la fois dîn (religion), dûniya (vie) et dawla (État), et affirment son caractère globalisant (*shûmuliyya al-islam*). Comme les Frères musulmans, ils pensent que l'islam a un rôle social et politique à jouer¹".

La LIM qui se prétend une organisation humanitaire n'œuvre en réalité pas pour l'humanité mais pour l'*oumma*. Elle chapeaute plusieurs agences dont la mission officielle est dédiée aux Musulmans les plus démunis, aux pays musulmans en guerre, ou aux jeunes Musulmans.

ORGANISATIONS "CHARITABLES" SAUDIENNES ET FINANCEMENT DU TERRORISME

Ces organisations dites "charitables" font également l'objet d'une attention particulière quant à leurs liens directs ou indirects avec le terrorisme. Après les attentats contre les ambassades américaines de 1998 à Nairobi (Kenya) et Dar es-Salaam (Tanzanie), les autorités kényanes ont ordonné la fermeture pendant quatre mois des bureaux de la fondation Ibrahim bin Abdulaziz al-Ibrahim, qui gérait un hôpital pour aveugles à Mombasa, et des cliniques à South et Eastleigh, deux quartiers de Nairobi à dominante Somalie.

À partir de 2001, d'autres ONG saoudiennes vont être accusées par le FBI d'avoir couvert des activités terroristes, à commencer par la fondation Al-Haramayn. Les liens de parenté de certains employés "humanitaires" avec Oussama Ben Laden ont aussi retenu l'attention, tels son beau-frère Mohamed Jamal Khalifah, directeur de l'IIRO (*International Islamic Relief Organisation*) à Manille jusqu'à son expulsion par les autorités philippines en novembre 1994, et son demi-frère Abdullah Ben Laden, directeur américain des bureaux de l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse Musulmane en Virginie jusqu'à son arrestation en septembre 2001.

Dès lors plusieurs organisations fondées en Arabie saoudite ont fait l'objet d'une surveillance de la part des États-Unis. À partir de 2004, certaines ont été répertoriées par le Trésor américain comme étant directement liées au financement du terrorisme en Afrique et ailleurs².

Le budget des principales ONG transnationales saoudiennes (en millions de dollars)³

Al Haramayn (aujourd'hui interdite)	40-50
International Islamic Relief Organization	47
Saudi Committee for the Relief of Palestinian People	40
Islamic African Relief Agency (Soudan)	2,5

La Fondation islamique Al-Haramayn (FIH)

Présentée comme une organisation privée charitable fondée en 1991, dont l'objectif est de promouvoir l'enseignement islamique dans le monde, elle est financée par des pays donateurs, des particuliers, et des campagnes de levée de fonds.

Selon le Trésor américain, certaines agences de la FIH installées en Afrique, en Asie et en Europe ont fourni un appui financier et logistique au réseau Al-Qaïda et à d'autres organisations terroristes dont le Jihad Islamique égyptien, la *Jemaah Islamiya* (Indonésie), *Al-Ittihad al-Islamiya* (groupe armé islamiste wahhabite somalien), *Lashkar et-Taibah* (mouvement islamiste pakistanais armé) et le *Hamas* palestinien.

¹Samir Amghar, *op. cit.*

²Voir le site du Trésor américain : https://www.treasury.gov/resource-center/terrorist-illicit-finance/Pages/protecting-charities_execorder_13224-a.aspx#ahkentan

³Ibrahim Yahaya Ibrahim, *Islamic Humanitarianism and Terrorist Financing : How different types of islamic humanitarian organizations politicize aid*, University of Florida, 2014.

Entre 2002-2004, treize bureaux de la FIH ont été incriminés en Afghanistan, en Albanie, au Bangladesh, en Bosnie-Herzégovine, aux Comores, en Éthiopie, en Indonésie, au Kenya, aux Pays-Bas, au Pakistan, en Somalie, en Tanzanie et aux États-Unis. Quelques bureaux de la FIH seront fermés en octobre 2004 après que le Trésor américain ait prouvé qu'ils avaient joué un rôle actif dans les attentats de 1998 à Nairobi (Kenya) et Dar es Salaam (Tanzanie).

Cependant, certaines branches extérieures ont poursuivi leurs activités sous d'autres appellations : la branche bosniaque a été rebaptisée "Vazir", tandis que la branche indonésienne a tenté de se reconstituer sous le nom de "Yayasan Al-Manahil-Indonesia". Ce n'est qu'en 2008 que tous les bureaux de la Fondation seront fermés, y compris le siège basé à Riyad¹. En Afrique de l'Est, particulièrement au Kenya et en Tanzanie, les établissements d'enseignement gérés par la Fondation ont continué de fonctionner, et ce, malgré le gel des avoirs de la FIH. Le bureau somalien a salarié des membres d'Al-Itihaad al-Islamiyya (AIAI), payés par la banque Al-Barakaat, principale source de financement des activités terroristes du même groupe. En Éthiopie, la FIH a également soutenu l'AIAI, responsable d'attaques contre les forces de défense éthiopiennes. Enfin, les Comores ont servi de base de repli pour l'exfiltration des auteurs des attentats de Nairobi et de Dar Es Salaam de 1998.

L'International Islamic Relief Organization (IIRO)²

Fondée par décret royal le 29 janvier 1978 et dirigée par Farid Yasine al-Qurachi, beau-frère de Oussama Ben Laden, l'IIRO a son siège à Djeddah. Cette structure est directement placée sous la tutelle de la Ligue islamique mondiale (LIM), elle-même considérée comme l'instrument politique des *oulémas* saoudiens, ce qui lui permet d'échapper au contrôle budgétaire du ministère des Affaires religieuses et des *Waqf* (fondations pieuses) en Arabie saoudite. Les fonds que rapportent la *zakat* (aumône légale) et les dons sont gérés par la Fondation Sanabil Al Khayr.

L'IIRO possède des bureaux dans plus de vingt pays, en Afrique, en Europe, en Asie et au Moyen-Orient. La majorité de ses financements proviennent de dons privés saoudiens. Comme la Fondation al-Haramayn, elle est accusée d'avoir joué un rôle clé dans le financement des attentats contre les ambassades américaines de 1998.

En 1981, une branche de l'IIRO est créée à Khartoum (Soudan), sous le nom de *Islamic African Relief Agency* (IARA), officiellement en tant que branche humanitaire de la *Da'wa Islamiyya* pour venir en aide aux réfugiés Éthiopiens et Érythréens au Soudan. À partir de 1987, elle intervient en Somalie alors en pleine guerre civile. Plusieurs de ses membres ou d'anciens

employés ont été soupçonnés d'être en rapport direct avec des activités terroristes. Selon de Centre de Politique de Sécurité (Washington), entre 1975 et 2002, le gouvernement saoudien a dépensé plus de 70 milliards de dollars en aide internationale. Plus des $\frac{2}{3}$ de ces sommes ont été consacrés à des activités islamiques, principalement la construction de mosquées et d'écoles religieuses.

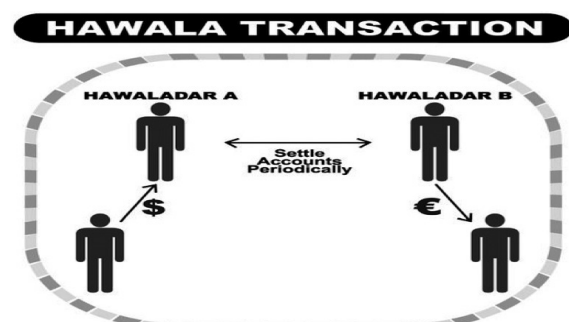
En mai 2012, dans le cadre de l'expansion de ses activités, Abdoullah bin Abdoulmohsin Al-Tourki, secrétaire général de la LIM, annonce que l'IIRO projette d'implanter de nouvelles agences en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Côte d'Ivoire, en Sierra Leone, et en Angola. Son objectif est d'ouvrir entre 5 et 6 nouveaux bureaux par an dans le monde. D'après son directeur, l'organisation a financé 1 162 projets en 2011 pour un montant de 1,2 million de dollars sur cinq continents³.

Part du budget de l'IIRO consacrée à cinq pays africains (en %)⁴

Afrique du Sud	16,2
Soudan	4,9
Somalie	2,7
Nigeria	2,6
Éthiopie	2,2

Les transferts de fonds d'un pays à l'autre s'effectuent fréquemment par le système traditionnel de paiement informel de la *hawala*, ce qui les rend indétectables⁵.

La *hawala* est un système essentiellement fondé sur la confiance qui sert depuis des siècles aux transactions commerciales en Afrique et en Asie, en particulier pour envoyer de l'argent à ses proches sans passer par les banques. Aujourd'hui ce type de transaction est largement utilisé par les organisations du crime organisé pour blanchir de l'argent.



(source : 2010 HowToVanish.com)

¹Pour plus de détails voir : https://www.treasury.gov/resource-center/terrorist-illicit-finance/Pages/protecting-charities_execorder_13224-a.aspx

²La branche indonésienne de l'organisation est placée par l'ONU sur la liste des organisations proches d'al-Qaïda, tandis que les États-Unis l'ont répertoriée comme organisation terroriste en 2006.

³IIROSA to open overseas chapters', *Arab News*, 12 mai 2012. Notons que l'IIROSA contribue au Millennium Development Goals des Nations unies depuis 2015

⁴Marie Juul Petersen, *For Humanity or for the Umma? Ideologies of aid in four transnational muslim NGOs*, University of Copenhagen, 2011.

⁵Matthew Levitt, *Charitable Organizations and Terrorist Financing : A War on Terror Status-Check*, The Washington Institute for Near East Policy, 19 mars 2004.

La World Assembly of Muslim Youth (WAMY)

Avec la Ligue islamique mondiale, la WAMY appartient au réseau saoudien mondial de promotion de l'enseignement et de prosélytisme islamiques. Elle fait partie des organisations des Nations unies. Fondée en 1972 à Djeddah, elle a son siège à Riyadh. Selon son secrétaire général, Hamid al Shaygi, la WAMY possède des bureaux à Londres, Washington, Kuala Lumpur, Auckland, Dakha, Nairobi, Dakar, Moscou et Cordoba (Argentine). Elle couvre 56 pays et est affiliée à environ 500 groupes de jeunesse musulmane sur cinq continents. L'objectif de la WAMY est d'enrôler de jeunes gens prometteurs faisant leurs études en Arabie saoudite dans des activités de soutien à certaines organisations terroristes et de promouvoir la suprématie de l'Islam.

Dans l'ouvrage *Islamic Views* publié par les Forces armées saoudiennes pour la WAMY, il est explicitement dit que "l'Islam est une religion de djihad" et que "le djihad est une réponse aux Juifs et aux menteurs" ; "Chacun de nos enfants aimera prendre sa revanche sur les Juifs et les oppresseurs, et ils libéreront la Palestine et Jérusalem".

Par ailleurs, la WAMY gère des camps afin de recruter toujours plus de jeunes musulmans. Dans son guide *Islamic Camps : Objectives, Program Outlines, Preparatory Steps*, elle donne des indications précises sur la manière de mettre en

place un programme éducatif et sportif, de fixer des objectifs, d'organiser des conférences, et d'inviter les jeunes à participer aux activités d'un camp de jeunesse.

Mais l'action de WAMY ne se limite pas à l'enseignement de la théologie. Lorsque l'Américain d'origine palestinienne, Ahmed Ajaj, a été arrêté en 1992, les enquêteurs ont trouvé sur lui un manuel intitulé *Military Lessons in the Jihad Against the Tyrants*, et destiné aux jeunes musulmans de la WAMY. Il expliquait comment établir et entretenir des cellules clandestines. Après avoir été relâché au terme de six mois de prison, il fut arrêté de nouveau en 1994, mis en examen pour avoir participé à la préparation de l'attentat à la bombe contre le World Trade Center de 1993, et condamné à 120 ans de prison.

Bien qu'affiliée aux Nations unies, la WAMY a été mise sous surveillance pour ses liens avec la famille Ben Laden. Elle poursuit toujours ses activités.

À Lagos (Nigeria) la WAMY, fondée en 1975, a contribué à la construction de plus d'une centaine de mosquées et à la publication de 10 000 copies du Coran ainsi que des fatwas du grand mufti saoudien Ibn Baz. L'Arabie saoudite a également subventionné le mouvement *Jama'atou Nasril Islamiyya* de Ahmadou Bello. Quant au mouvement des talibans nigériens, qui deviendra plus tard Boko Haram, il a été financé par l'ONG saoudienne *al-Mountada al-Islami*.

LES DOMAINES DE PRÉDILECTION DE L'INFLUENCE WAHHABITE

Le panislamisme saoudien prend la forme à la fois d'un travail humanitaire et d'un soutien aux causes du monde musulman, dans deux domaines essentiels : l'éducation et la propagande.

L'éducation

Le mouvement d'enseignement théologique s'est intensifié au début des années 60, au lendemain des indépendances africaines, notamment sous l'impulsion du président Nasser. D'autres *leaders* politiques arabes comme le roi du Maroc Hassan II ou le président algérien Houari Boumédiène (qui a lui-même suivi les enseignements des universités de Constantine, de la Zeytouna et d'Al Azhar), souhaitaient par leur soutien financier étendre leur zone d'influence continentale en offrant des bourses aux jeunes subsahariens arabisants.

De son côté, le roi Saoud, qui venait d'inaugurer l'université de Médine en 1961, entreprendra d'attirer les jeunes Africains vers les cursus théologiques. Deux ans plus tard, les premières facultés (*sharia* et *da'wa*) ouvraient leurs portes avec

pour mission de convier les "nouvelles nations islamiques" à sortir de l'hétérodoxie en observant plus scrupuleusement les dogmes de l'islam. En dispensant un enseignement wahhabite, il s'agissait de "former des missionnaires qui, imprégnés de l'idéologie de l'État saoudien, devaient ensuite rentrer dans leur pays d'origine pour prêcher le 'vrai islam'". À elle seule, l'Université islamique de Médine a formé plus de 46 000 personnes de 170 nationalités différentes¹. Le nombre d'universités dans le royaume est passé de 15 en 2005 (avec 604 000 inscriptions), à 34 en 2015 (avec 1,5 million d'inscriptions).

Les stratégies d'attribution des bourses se sont transformées également sous l'effet de la concurrence accrue qui s'est installée entre les universités islamiques anciennes (Afrique du Nord) et nouvelles (Golfe), mais aussi des turbulences politiques qui ont affecté certains États comme l'Algérie, puis la Libye et la Syrie. Ces pays producteurs de pétrole, autrefois importants bailleurs de fonds (1970-1990), ont revu leur aide à la baisse, révisé les modalités de leur collaboration, estimant parfois plus efficace de construire des mosquées, des dispensaires ou des centres culturels².

¹Nabil Mouline, *Les clercs de l'islam. Autorité religieuse et pouvoir politique en Arabie saoudite, XVIIIe-XXIe siècle*, PUF, 2011.

²Sylvie Bredeloup, "Étudiants arabophones de retour à Ouagadougou cherchent désespérément reconnaissance", *L'Année du Maghreb*, 11, 2014, pp. 57-78.

³Bava Sophie, Pliez Olivier, "Itinéraires d'élites musulmanes africaines au Caire. D'Al-Azhar à l'économie de bazar", *Afrique contemporaine*, 3/2009, n° 231, pp. 187-207.

De même, la stratégie de recrutement de Al-Azhar a évolué ces dernières années en fonction de la concurrence qui se joue avec les universités islamiques des pays de la péninsule arabique où le corpus d'enseignement, moins ouvert qu'au Caire, est centré sur les sciences religieuses³.

Les 10 premiers pays qui accueillent des étudiants africains

Pays	Nbre d'étudiants africains	% d'étudiants africains
France	92 205	26,5
Afrique du Sud	33 053	9,5
Royaume-Uni	32 454	9,3
États-Unis	32 212	9,3
Allemagne	13 915	4,0
Arabie saoudite	12 728	3,7
Canada	11 640	3,4
Malaisie	11 270	3,2
Ghana	10 009	2,9
Maroc	6 958	2,0

(Source : *The international Mobility of African Students, Campus France, HS n° 16, octobre 2016*).

Aujourd'hui, au niveau mondial, l'Arabie saoudite occupe la sixième place pour le nombre d'étudiants africains inscrits dans ses universités. En 2010, il y avait environ 150 étudiants boursiers sénégalais dans les universités saoudiennes, dont 120 pensionnaires à Médine. En 2012, 1 622 étudiants nigériens y poursuivaient leurs études. Fin 2016, environ 30 Congolais faisaient leur cursus à l'université islamique de Médine. En RDC, la plupart des prédicateurs et imams les plus en vue du pays sont issus de cette même université de Médine. Bien qu'ils ne représentent que 15 à 20 % de la population de RDC, les musulmans sont de plus en plus nombreux à choisir de se former hors du territoire avant de devenir prédicateurs ou imams au pays, afin de "changer les choses au pays, d'éveiller certaines consciences et de secourir une communauté musulmane qui affiche un retard inquiétant, en matière d'organisation et de réalisations concrètes, par rapport à ses voisins rwandais et ougandais"¹.

Les conditions d'accueil et de séjour y sont particulièrement favorables. Sur le site de l'Université Qassim, située entre Riyad au nord-ouest (environ 300 km) et Médine à l'est (environ 500 km), on peut lire : "En 2010, l'Université islamique de Qassim a commencé à accepter des étudiants boursiers non saoudiens. La plupart de ces étudiants étaient de la région des

Balkans (Bosnie, Kosovo et l'Albanie) et dans quelques autres pays tels que les Philippines et certains pays africains. Depuis, l'université a connu une augmentation de candidats de partout dans le monde. La majorité de ces élèves sont non-arabophones, et en tant que tels, ils sont tenus de remplir un programme de deux ans d'arabe semblable à celle des autres universités saoudiennes. Après cela, les étudiants ont la possibilité de s'inscrire dans les différentes facultés de charia. La faculté de la charia et les études islamiques se composent de quatre départements : 'aqida, Tafsir, Hadith et du Fiqh. (...) Une fois accepté, l'étudiant reçoit les mêmes avantages que les étudiants boursiers non saoudiens dans les autres universités saoudiennes. Cela inclut, mais n'est pas limité à :

- Un visa d'étudiant et permis de séjour
- Un billet d'avion aller-retour par an dans le pays de l'étudiant venu de
- Une allocation mensuelle de 840 saudi rials (900 SR pour les étudiants post-diplômés)
- Hébergement gratuit (pour les étudiants célibataires seulement)
- Soins médicaux gratuits
- Repas à prix réduits².

L'Université du Roi Abdullaziz quant à elle, propose les avantages suivants :

- une bourse de 1 900 SR (480 euros) ;
- une indemnité de préparation pour les nouveaux arrivants de 1 800 SR (455 euros) ;
- une couverture médicale ;
- logement fourni ;
- repas subventionnés ;
- frais de reproduction payés : 4 000 SR (1 010 euros) pour un doctorat, et 3 000 SR (760 euros) pour un Master ;
- une indemnité de 2 700 SR (680 euros) pour l'envoi des livres une fois le diplôme obtenu ;
- billet d'avion aller-retour annuel pour chaque candidat³.

En ce qui concerne spécifiquement les étudiants est-africains, le tableau ci-dessous montre l'accroissement des inscriptions dans trois pays du Golfe sur cinq ans.

Inscriptions des étudiants d'Afrique de l'Est dans les Universités des pays du Golfe entre 2010 et 2014

Pays	2010	2011	2012	2013	2014
Qatar	100	150	170	200	220
Arabie Saoudite	800	2 200	3 800	5 900	6 100
Émirats Arabes Unis	-	4 300	5 900	8 100	9 900

(Source : *Abdisaid M. Ali, Extrémisme islamiste en Afrique de l'Est, Bulletin de la sécurité africaine N° 32, Africa Center for Strategic Studies, Washington D. C., 9 août 2016*).

¹"Arabie Saoudite-Islam : Avec les étudiants congolais de l'université islamique de Médine", *Duniya Kongo Media*, 10 novembre 2016.

²<http://tarjim.fr/universites-saoudiennes/qassim/>

³<http://africascholarships.com/scholarships-international-students-king-abdulaziz-university-saudi-arabia/#sthash.e7rFOMGP.dpuf>

Le Soudan est l'un des pays africains où l'enseignement des sciences islamiques est devenu une référence. Deux institutions supérieures épaulées par l'Arabie saoudite attirent de nombreux étudiants du continent :

- *l'Institut Islamique Africain (IIA)* fondé en 1973, a pour mission d'enseigner l'interprétation salafiste de l'Islam à de jeunes Africains.
- *l'Université internationale d'Afrique (UIA)*, fondée en 1991 à Khartoum par le gouvernement soudanais, a abrité à partir de 1995 des camps d'entraînement militaire pour mener la lutte armée contre le Soudan du Sud. En avril 2011, l'Université a signé un accord avec le Secrétaire général de l'IRO saoudienne, Adnan Bin Khalil Al-Basha, pour organiser des campagnes humanitaires conjointes sur le continent africain. Cette université est suspectée de favoriser la formation de jeunes islamistes radicaux. Ainsi, plusieurs Nigériens ayant mené des attentats meurtriers pour Boko Haram sont d'anciens étudiants de l'UIA. "*Comme ce déserteur de l'armée nigérienne, Aminu Sadiq Ogwuche, retrouvé en train d'étudier l'arabe dans les jardins de l'Université internationale d'Afrique (qui) a été extradé en novembre 2014 vers son pays d'origine, où il est accusé d'avoir organisé l'attentat commis en avril de la même année à Nyanya, un quartier d'Abuja, dans lequel 74 personnes ont péri*"¹.

En Somalie, le Réseau formel d'éducation privée somalien (*Formal Private Education Network in Somalia/FPENS*), a été officiellement reconnu comme réseau d'éducation national grâce à l'intervention de 14 ONG islamiques dont l'Agence musulmane africaine et la WAMY. Depuis 2008, le FPENS est soutenu par 70 ONG islamiques et connecté à plusieurs universités en Afrique (Soudan, Egypte, Kenya), dans le Golfe (Arabie saoudite, Koweït) et en Asie (Malaisie)².

La propagande écrite, digitale et médiatique et ses relais locaux

La vague de démocratisation politique des années 1990 a progressivement favorisé partout en Afrique une nouvelle visibilité de l'islam qui se manifeste non seulement par la multiplication des mosquées, des associations islamiques, des collèges privés supérieurs islamiques et d'organismes non-gouvernementaux, mais aussi par l'apparition d'une littérature islamique, de cassettes audio, de DVD en vente libre, ainsi que par l'ouverture de chaînes de radios et de télévision dédiées à la religion.

Ce type de propagande sur des supports variés est une ressource cruciale pour le *soft power* saoudien. Il peut s'agir d'études érudites sur l'islam, comme de livres purement propagandistes, de vidéos, de sermons enregistrés, de *fatwas*, etc. Le développement des nouvelles technologies de l'Internet a radicalement changé le paysage religieux puisque

désormais les fidèles ont la possibilité d'accéder aux sources primaires, qu'il s'agisse du Coran ou des traditions prophétiques (*hadith*).

En Afrique, l'émergence de médias aux mains de certaines figures religieuses locales va de pair avec la médiatisation spirituelle de certaines personnalités musulmanes. Ce phénomène conduit à une reconfiguration du paysage religieux dans lequel les jeux de concurrence entre différentes tendances religieuses locales et divers acteurs extérieurs sont centraux : pentecôtistes, évangéliques, malékites, salafistes, Frères musulmans, wahhabites, chiites iraniens, *Tabligh*, etc.

L'imam du quartier populaire Tchangarai de Niamey, Bou-bakar Seydou Traoré, et secrétaire général de l'association islamique du Niger, s'en félicite : "*Avec les nouveaux médias, télévision, internet, radios, nous avons désormais accès à plus d'information. Cela a favorisé une meilleure pratique. Les femmes voilées, l'arrêt des cours à l'université pendant les prières, c'est l'émergence de l'islam*"³. En Côte d'Ivoire, c'est en 1979 que les musulmans ont obtenu une plage horaire mensuelle dans le programme de la télévision nationale (RTI) avec l'émission *Al-lahou Akbar*. À Abidjan et Ouagadougou, en dix ans, plusieurs radios islamiques sont apparues : *Al Bayane* (1999), *Al Houda* (2004), et *Ridwân* (2010). "*L'émergence de ces radios est le résultat d'un triple contexte. D'une part, c'est une réaction à la marginalisation de l'islam dans l'espace public face à aux communautés chrétiennes qui sont en position hégémonique et face aux pentecôtistes qui sont très influents sur la scène politique dans les deux pays. D'autre part, c'est l'effet du retour récent de cadres musulmans, arabisants et diplômés dans les pays arabes. Enfin, c'est aussi le résultat d'une dynamique islamique portée par de jeunes musulmans francophones*"⁴.

L'auditoire est constitué en premier lieu par les musulmans fréquentant les mosquées des grands marchés de Ouagadougou et d'Adjamé et les cercles des étudiants musulmans. Dans ces deux pays où l'islam n'est pas majoritaire, les musulmans ont su utiliser la montée du sentiment de frustration pour revendiquer une certaine représentativité de leur religion dans l'espace public.

¹Joan Tilouine, "Quand Khartoum « éduque » et islamise l'Afrique", *Le Monde*, 20 novembre 2015.

²Valeria Saggiorno, "From Charity to Governance : Islamic NGOs and Education in Somalia", *The Open Area Studies Journal*, 2011/4.

³Patrick Fort, "L'islamisation de la société au Niger fait craindre une radicalisation", *Afrique Forbes*, 20 février 2016.

⁴Mathias Savadogo, Muriel Gomez-Perez, "La médiatisation des prêches et ses enjeux. Regards croisés sur la situation à Abidjan et à Ouagadougou", *ethnographiques.org*, n° 22, mai 2011.

CONCLUSION

Dès sa naissance au XVIII^e siècle, le wahhabisme a été condamné et rejeté comme une dissidence par les plus hautes autorités de l'islam et de nombreux intellectuels arabes. En août 2016, plusieurs dignitaires sunnites ont fait de même lors de la conférence mondiale des oulémas musulmans inaugurée par le cheikh d'Al-Azhar, dans la capitale tchétchène, Grozny¹. Il s'agissait de condamner le takfirisme wahhabite, matrice du terrorisme. Les autorités religieuses ont insisté sur la nécessité de ne reconnaître que les institutions historiques sunnites comme légitimes, à savoir les universités d'Al-Azhar, Qarawiyine, Zeytouna et Hadramawt (Yémen), et d'exclure l'Université islamique de Médine et les autres centres d'enseignement saoudiens. En déclarant que le wahhabisme ne faisait pas partie du sunnisme, le communiqué final a déclenché l'ire des oulémas saoudiens.

Mais en février 2017, à Beyrouth, la présence de l'ex-ministre saoudien de la Justice et secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, Mohammed bin Abdoulkarim Al-Issa, à une rencontre interreligieuse a surpris tout le monde. Fait-elle partie d'une stratégie de séduction du Royaume wahhabite pour redorer son blason auprès des autorités confessionnelles mondiales ? Elle est d'autant plus contradictoire qu'elle va à l'encontre des principes des oulémas saoudiens résolument hostiles au dialogue avec les autres religions.

Ne nous y trompons pas. Le royaume wahhabite reste un promoteur actif du salafisme au niveau mondial en général et en Afrique en particulier ; il poursuit plus que jamais son œuvre de conquête des "cœurs et des esprits" en imposant sa vision rétrograde de l'Islam et de la société.

En réalité, l'Arabie saoudite se sent menacée dans son identité et dans son existence par le renversement des rapports de force politiques et confessionnels au Moyen-Orient, par la présence d'obédiences islamiques concurrentes en Afrique, par le spectre d'un bouleversement social que fait encore planer le "printemps arabe", et par ses échecs militaires répétés au Yémen à la tête d'une coalition hétéroclite et pour le moins inattendue, dont la motivation officielle est de protéger les lieux saints de l'Islam contre la "subversion" chiite mais dont le ressort véritable, pour les pays coalisés, est de continuer à bénéficier des fonds saoudiens, et pour le royaume saoudien, de mettre un terme à la rébellion houthiste assimilée à la "subversion" chiite².

C'est pourquoi l'activité politique, économique et religieuse du Royaume saoudien sur le continent africain ne cesse de s'étendre et de se renforcer d'année en année avec la complaisance d'États trop contents de profiter d'une source de financement quasi illimitée. Ainsi confortés par des pouvoirs autoritaires et faibles, les wahhabites sont assurés de pouvoir utiliser l'islam et le dollar pour faire évoluer tel ou tel régime et contrecarrer toute velléité de démocratisation politique.

Son alliance avec les pays occidentaux (France et États-Unis en tête) reste le seul garant de sa légitimité politique et le pétrole le seul levier de cette alliance. Le discours de Donald Trump le 21 mai 2017 à Riyad marque le réalignement des États-Unis avec la monarchie saoudienne. En enterrant le rapprochement avec l'Iran voulu par Barack Obama et en désignant Téhéran comme un adversaire aussi important que les extrémistes sunnites d'Al-Qaïda et de Daesh, le nouveau président américain passe volontairement sous silence les racines wahhabites du terrorisme international et le danger que représente cette idéologie sectaire et ultra-conservatrice. *"Les États-Unis en reviennent à leur alliance traditionnelle avec le régime saoudien, (...). Ils entendent même transformer le royaume en un géant militaire régional – au grand profit de l'industrie de défense américaine, qui compte empocher, dans les années qui viennent, quelque 110 milliards d'euros de contrats avec Riyad³."* Le pétrole et les ventes d'armes ont encore eu le dernier mot.

Les Européens et les Américains savent très bien qu'en s'alliant avec les féodaux saoudiens, ils s'allient de fait avec le wahhabisme, maître d'œuvre du salafisme et de la violence djihadiste qu'ils continuent par ailleurs de combattre en vain.

¹Cette conférence organisée en collaboration avec la fondation Tabah du cheikh yéménite Ali Al-Jifri, l'un des piliers du courant soufi, a rassemblé près de 200 dignitaires religieux et penseurs de l'Islam venus de Syrie, de Libye, du Soudan, de Jordanie, d'Égypte, du Koweït, d'Europe, d'Inde et d'Indonésie.

²Cette coalition dite sunnite comprend le Sénégal, le Togo, l'Égypte, Bahraïn, Koweït, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, le Maroc, la Jordanie, et le Soudan. L'armée soudanaise a déclaré que sa "participation tient sa légitimité de sa responsabilité à protéger la terre des deux mosquées sacrées, La Mecque et Médine." Voir *What are African countries really doing in Yemen ?*, ISSAFRICA, 7 mai 2015.

³Le revirement du président Donald Trump au Moyen-Orient", *Le Monde*, 22 mai 2017.

ANNEXES

TABLE 1

PAYS AFRICAINS OÙ PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION EST DE CONFESSION MUSULMANE

TABLE 2

PAYS AFRICAINS OÙ LA POPULATION DE CONFESSION MUSULMANE
EST PRESQUE À PARITÉ AVEC LA POPULATION DE CONFESSION CHRÉTIENNE

TABLE 3

PAYS AFRICAINS OÙ PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION EST DE CONFESSION MUSULMANE

TABLE 1

PAYS AFRICAINS OÙ PLUS DE LA MOITIÉ DE LA POPULATION EST DE CONFESSION MUSULMANE

Algérie	99 %
Burkina Faso	58,9 %
Comores	98 %
Djibouti	97 %
Égypte	94,7 %
Gambie	95,3 %
Guinée	84,2 %
Libye	96,6 %
Mali	92,4 %
Maroc	99,9 %
Mauritanie	99,2 %
Niger	98,3 %
Sénégal	95,9 %
Somalie	98,6 %
Soudan	97 %
Tchad	55,7 %
Tunisie	99,1 %

TABLE 2

PAYS AFRICAINS OÙ LA POPULATION DE CONFESSION MUSULMANE EST PRESQUE À PARITÉ AVEC LA POPULATION DE CONFESSION CHRÉTIENNE

Côte d'Ivoire	40 %
Érythrée	36,5 %
Éthiopie	33,8 %
Guinée Bissau	42,8 %
Nigeria	47,9 %

TABLE 3

PAYS AFRICAINS OÙ LA POPULATION DE CONFESSION MUSULMANE EST MINORITAIRE

Afrique du Sud	1,5 %
Angola	1 %
Bénin	24,4 %
Burundi	2,2 %
Cameroun	18 %
République Centrafricaine	8,9 %
République du Congo	1,6 %
RDC	1,4 %
Gabon	9,7 %
Ghana	16,1 %
Kenya	7 %
Lesotho	0,1 %
Liberia	12,8 %
Madagascar	1,1 %
Malawi	12,8 %
Maurice	16,6 %
Mozambique	22,8 %
Namibie	0,4 %
Ouganda	12 %
Rwanda	1,8 %
Soudan du Sud	27 %
Swaziland	0,2 %
Tanzanie	29,9 %
Togo	12,2 %
Zambie	0,4 %
Zimbabwe	0,9 %

RAPPORTS DE RECHERCHE

■ RAPPORTS DE RECHERCHE DU CF2R

Les Rapports de recherche (RR) publiés par le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) sont des travaux de recherche approfondis menés par un ou plusieurs de ses chercheurs, afin d'apporter des éléments d'information nouveaux sur un sujet d'actualité. Ces rapports sont téléchargeables sur notre site www.cf2r.org.

■ PIERRE CONESA

La crise entre l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte, Bahrein et le Qatar : un différend plus grave qu'il n'y paraît

Rapport de recherche n°22, novembre 2017.

■ JEAN-MARIE COTTERET

Les fichiers de Police et de renseignement en France

Rapport de recherche n°21, octobre 2017.

■ GÉNÉRAL ALAIN LAMBALLE

Les services de renseignement et de sécurité d'Asie du Sud

Rapport de recherche n°20, juin 2017.

■ ERIC DENÉCÉ, GÉNÉRAL Michel MASSON, MICHEL NESTERENKO et JEAN-FRANÇOIS LOEWENTHAL

Quelle contribution de l'arme aérienne aux besoins en renseignements civils et militaires à l'horizon 2035 ?

Rapport de recherche n°19, juin 2016 (confidentiel).

■ Gérald ARBOIT

Quelles armées secrètes de l'OTAN ?

Rapport de recherche n°18, mai 2016.

■ CHLOÉ AEBERHARDT ET ALII

Des femmes dans le renseignement belge : un défi permanent

Rapport de recherche n°17, mars 2016.

■ CHRISTIAN DARGNAT

2015-2016 : années d'inflexion de la stratégie géo-économique chinoise

Rapport de recherche n°16, février 2016.

■ OLIVIER DUJARDIN

Le renseignement technique d'origine électromagnétique appliqué au radar (ELINT)

Rapport de recherche n°15, octobre 2015.

■ OLIVIER GUILMAIN

Le Smart Power au secours de la puissance américaine

Rapport de recherche n°14, mars 2015.

■ LESLIE VARENNE ET ERIC DENÉCÉ

Racket américain et démission d'Etat. Le dessous des cartes du rachat d'ALSTOM par General Electric

Rapport de recherche n°13, décembre 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Operation Cyclone and its Consequences

Rapport de recherche n°12 (en anglais), août 2014.

■ DR FARHAN ZAHID AND HAIDER SULTAN

The US Objectives in GWOT and their Effects on AfPak Theater

Rapport de recherche n°11 (en anglais), juillet 2014.

■ DR FARHAN ZAHID

Islamist Radicalization in South Asia. Origins, Ideologies and Significance of Radical Islamist Violent Non-State Actors

Rapport de recherche n°10 (en anglais), mai 2014.

■ GÉRALD ARBOIT

Le renseignement, dimension manquante de l'histoire contemporaine de la France

Rapport de recherche n°9, mars 2013.

■ ERIC DENÉCÉ & GÉRALD ARBOIT

Les études sur le renseignement en France

Rapport de recherche n°8, novembre 2009.

■ NATHALIE CETTINA

Communication et gestion du risque terroriste

Rapport de recherche n°7, mars 2009.

■ PHILIPPE BOTTO

Noukhaev et le nationalisme tchéchène

Rapport de recherche n°6, septembre 2008.

▪ **ALAIN RODIER**

La menace iranienne

Rapport de recherche n°5, janvier 2007.

▪ **NATHALIE CETTINA**

Spécificités de la gestion organisationnelle de la lutte antiterroriste en Corse

Rapport de recherche n°4, mars 2006.

▪ **GÉNÉRAL ALAIN LAMBALLE**

Terrorism in South Asia

Rapport de recherche n°3 (en anglais), novembre 2005.

▪ **MICHEL NESTERENKO**

Project for a New American Century : la politique des néoconservateurs derrière la guerre contre la terreur

Rapport de recherche n°2, octobre 2005.

▪ **ERIC DENÉCÉ**

Le développement de l'islam fondamentaliste en France : conséquences sécuritaires, économiques et sociales

Rapport de recherche n°1, septembre 2005.

▪ **RAPPORTS DE RECHERCHE CF2R/CIRET-AVT**

Les rapports publiés en partenariat avec le Centre international de recherche et d'étude sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) font suite à des missions d'évaluation de terrain réalisées dans le cadre d'une mission internationale francophone.

▪ **SOUS LA DIRECTION D'ÉRIC DENÉCÉ**

Syrie : une libanisation fabriquée. Compte rendu de mission d'évaluation auprès des protagonistes de la crise syrienne"

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, janvier 2012 (traduit en anglais et en arabe).

▪ **YVES BONNET**

Iran : l'oublié du printemps

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, décembre 2011.

▪ **SOUS LA DIRECTION D'ÉRIC DENÉCÉ (CF2R) ET D'YVES BONNET (CIRET-AVT)**

Libye : un avenir incertain, compte rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens

Centre international de recherche et d'études sur le terrorisme et d'aide aux victimes du terrorisme (CIRET-AVT) et Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R), Paris, avril 2011 (traduit en anglais et en italien).



Centre Français de Recherche
sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

148 rue de l'Université
75007 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org
Tel. 33 (1) 78 42 26 67

www.cf2r.org





Centre Français de Recherche sur le Renseignement

Centre Français de Recherche
sur le Renseignement (CF2R)

148 rue de l'Université
75007 Paris
FRANCE

Courriel : info@cf2r.org

Tel. 33 (1) 78 42 26 67

www.cf2r.org

